BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019



Deloitte Services SARL

Commissariat aux comptes. Audit. Consulting. Expertise comptable. Juridique. Fiscal.

Bureau de Kinshasa: Avenue Tombalbaye n°4239

Kinshasa/Gombe; Tel: +243 85 999 80 80

Bureau de Lubumbashi : Avenue Kilela Balanda N°1134 Lubumbashi; Tel: +243 84 84 39 360

www.deloitte.com

BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Au Conseil de la Banque Centrale du Congo,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo, comprenant le Bilan au 31 décembre 2019, le Tableau de Formation du Résultat et le Tableau des Flux de Trésorerie clos à cette date ainsi que des notes comprenant le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles et principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque Centrale du Congo conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en République Démocratique du Congo (RDC) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous attirons votre attention sur les observations suivantes :

Observation - Avoirs en cantonnement et règlements de divers contentieux internationaux

La note **3.1.3** qui présente les fonds cantonnés chez BNP Paribas FORTIS qui figurent toujours dans les avoirs de la Banque, alors que suivant la correspondance de l'Huissier de la Cour d'Appel de Bruxelles à la suite de l'arrêt rendu le 17 octobre 2018 dans l'affaire référencée 2015/AR/1765, ces fonds ont déjà été utilisés dans le cadre du règlement de divers contentieux internationaux. En l'absence de la confirmation de BNP Paribas Fortis, la Banque Centrale est en attente des instructions du Gouvernement Congolais (Ministère des Finances) relatives aux titres de régularisation de prise en charge par le Trésor Public du montant sollicité pour l'extinction des contentieux concernés.

Observation - Comptabilisation des indemnités de fin de carrière

Les notes **2.2.4** et **11.2** relatives aux règles et méthodes comptables de calcul et de présentation des provisions pour indemnités de fin de carrière par la Banque.

Observation - Position débitrice du Compte Général du Trésor

La note **6.2.1.1** relative au solde débiteur des comptes du Trésor dans les livres de la Banque en rapport avec l'article 67 de la loi n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.

<u> Observation – Soldes des comptes d'attente et suspens débiteurs</u>

La note **6.3.2.1** qui présente les soldes des comptes d'attente et suspens débiteurs qui ont connu une forte augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Observation - Continuité d'exploitation et recapitalisation de la BCC

La note **12** des états financiers relative à l'application du principe de continuité d'exploitation pour la présentation des comptes malgré le retard pris par l'État pour la mise en œuvre du processus de restructuration financière (recapitalisation) de la Banque, l'absence de prise en charge par le Gouvernement des pertes cumulées constatées par la BCC durant les exercices précédents et des écarts de conversion (respectivement CDF 333 942 millions et CDF 312 702 millions) et la non obtention de la lettre de soutien de l'État Congolais à la Banque Centrale du Congo.

Observation - Comptes hors Bilan: Engagements donnés sur les emprunts de l'Etat

La note **14.2.1.2.2** relative aux engagements donnés en couverture de Crédits documentaires du Trésor Public par la Banque en marge de l'article 16 de la loi organique N°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, qui interdit à la Banque de garantir les dettes et engagements de l'Etat, des provinces, des entités territoriales décentralisées et des entreprises ou organismes publics.

Observation - Suivi et traduction comptable des opérations de la Caisse de Retraite

L'annexe **5** et la note **6.2.2.5** relatives respectivement aux opérations de la caisse de retraite de la Banque et aux prêts à Moyen Terme accordés au personnel de la banque.

Observation - Impact de la crise sanitaire de la Covid-19

L'annexe **6** portant sur l'information relative à la survenance post clôture de la crise sanitaire de la Covid-19 et l'analyse de son impact sur l'activité de la Banque.

Ces observations ne modifient pas notre opinion.

<u> Autre point – Référentiel comptable de la BCC</u>

L'article 88 de la loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, stipule que les règles comptables de la Banque devraient être établies conformément aux principes comptables internationalement admis. Cependant, le plan comptable (référentiel comptable) de la Banque Centrale du Congo (de Juillet 2006) utilisé pour la préparation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, n'est pas encore mis à jour pour se conformer aux principes comptables internationalement admis.

Autre point - Capital social de la banque

L'article 6 de la loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, stipule que le capital social de la Banque s'élève à 213 milliards de Francs Congolais, il est entièrement souscrit par l'Etat et libéré suivant les modalités arrêtées entre la Banque et le Gouvernement. A la date de la signature de ce rapport, l'engagement de souscription pris par l'Etat n'est pas reflété dans les livres de la banque. Aussi, les modalités de libération dudit capital souscrit ne sont toujours pas définies et documentées entre la Banque et le Gouvernement.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les comptes

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des comptes conformément aux normes et principes comptables admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des comptes exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des comptes, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, ou de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de proposer la liquidation de la Banque ou la cessation de son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Banque Centrale du Congo.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des comptes

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Nos responsabilités pour l'audit des comptes annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur externe.

Kinshasa, le 29 septembre 2020

Deloitte Services SARL

Bob-David NZOIMBENGENE L.

Associé

Expert-Comptable

ANNEXE 1

PORTANT RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR EXTERNE RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES

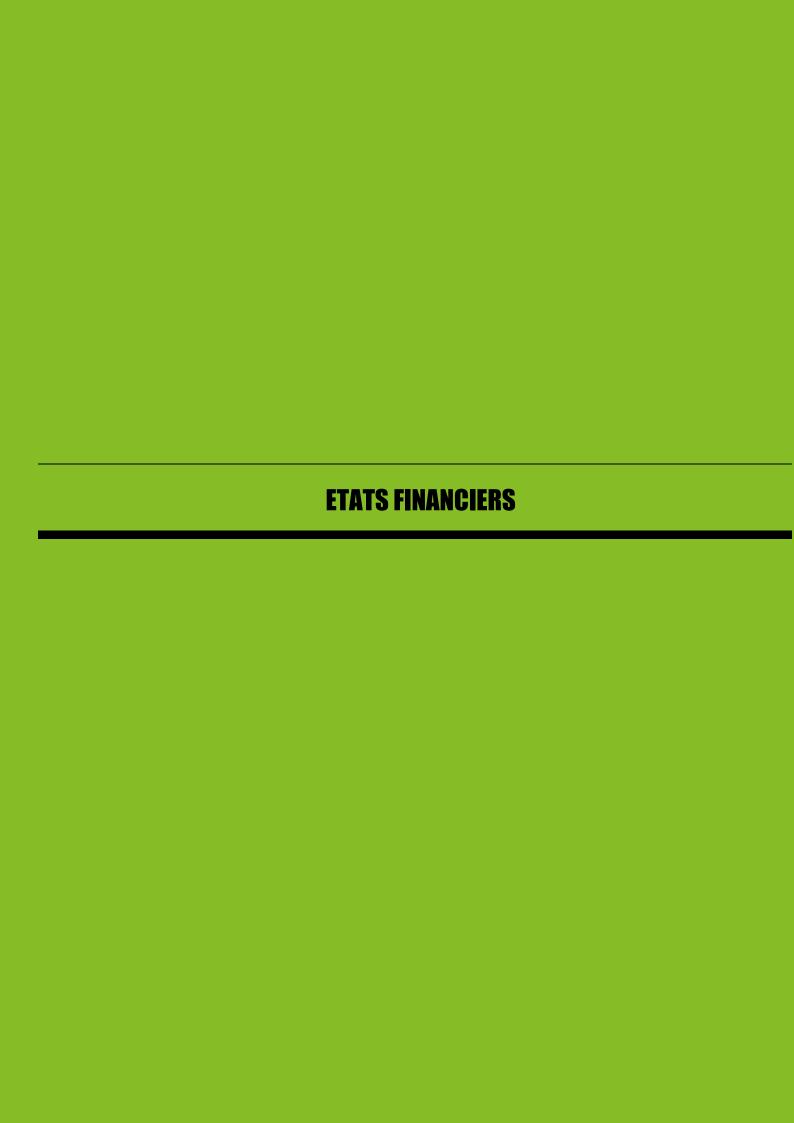
Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de l'auditeur Externe.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Etats financiers

Au 31 décembre 2019 (En millions de CDF)

1. BILAN AU 31 DECEMBRE 2019 ET 2018

(Exprimé en millions de CDF)

ACTIF	<u>Notes</u>	31/12/2019	31/12/2018
Avoirs et Créances en OR et ME hors DTS	3	<u>2 645 001</u>	<u>1 668 839</u>
Avoirs et Créances en OR		-	-
Avoirs et Créances en ME	3.1	2 645 001	1 668 839
Titres en ME		-	-
Avoirs et Créances en DTS	4	88 538	<u>28 651</u>
Avoirs et Créances en DTS auprès du FMI	4.1	88 538	28 651
Avoirs et Créances à vue en DTS auprès d'autres IFNR		-	_
Avoirs et Créances en MN	5	1 249 498	1 265 738
Concours en MN aux établissements de Crédit	5.1	_	16 240
Titres en MN	5.2	1 249 498	1 249 498
AUTRES ACTIFS	6	2 111 122	1 488 735
Immobilisations nettes	6.1	378 921	331 638
Avoirs et créances divers	6.2	942 525	384 986
Régularisation et suspens	6.3	125 900	64 836
Autres actifs divers	6.4	663 775	707 275
TOTAL ACTIF		6 094 158	4 451 962
COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)			
Comptes hors bilan actif	14	<u>11 285 323</u>	<u>9 157 371</u>

PASSIF	<u>Notes</u>	31/12/2019	31/12/2018
Engagements en MN	7	<u>3 094 122</u>	<u>2 528 598</u>
Billets et pièces en circulation	7.1	1 933 635	1 689 799
Dépôts en MN des Résidents	7.2	1 105 411	796 221
Dépôts en MN des Non-Résidents	7.3	77	77
Reprises de Liquidités	7.4	55 000	42 500
Engagements en OR et ME hors DTS	8	203 732	121 786
Engagements en OR		-	-
Engagements en ME	8.1	203 732	121 786
Engagements en DTS	9	1 895 061	1 377 691
Engagements en DTS envers le FMI	9.1	1 886 150	1 368 934
Engagements en DTS Env. les autres IFNR	9.2	8 911	8 756
Autres Passifs	10	<u>586 327</u>	63 381
Engagements divers	10.1	46 643	23 005
Régularisations et Suspens	10.2	37 242	39 772
Autres passifs divers	10.3	502 443	604
Provisions pour risques et charges	11	<u>67 700</u>	72 506
Fonds propres	12	235 376	235 376
Résultat de l'exercice	13	11 841	<u>52 624</u>
TOTAL PASSIF		6 094 158	4 451 962
COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)			
Comptes hors bilan passif	14	11 285 323	9 157 371

2. TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT

Rubriques	Notes	31/12/2019	31/12/2018	Varia	ition
Kubiiques	Notes	31/12/2019	31/12/2016	Valeur	%
Produits d'exploitation monétaire		76 427	96 280	-19 854	-21%
Charges d'exploitation monétaire		-74 701	-48 504	-26 197	54%
MARGE D'EXPLOITATION					
MONETAIRE	16	<u>1 725</u>	<u>47 776</u>	<u>-46 051</u>	<u>-96%</u>
Produits d'exploitation bancaire		342 285	312 197	30 088	10%
Charges d'exploitation bancaire		-63 916	-55 142	-8 774	16%
MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	17	<u>278 369</u>	<u>257 055</u>	<u>21 314</u>	<u>8%</u>
Matières et Fournitures consommées		-13 292	-14 330	1 038	-7%
Services consommés		-62 903	-71 226	8 323	-12%
VALEUR AJOUTEE	18	203 899	219 275	-15 376	-7%
VALUE AND OLD THE STATE OF THE		200 000			
Produits divers		8 442	7 325	1 116	15%
Subvention d'exploitation		-	-	_	_
Reprises sur provisions exigibles		15 311	40 057	-24 746	-62%
Charges diverses		-62 867	-67 305	4 438	-7%
Charges du Personnel		-168 022	-144 792	-23 230	16%
Dotation aux Provisions exigibles		-10 474	-16 443	5 969	-36%
RESULTAT BRUT D'EXPL.	19	<u>-13 710</u>	<u>38 117</u>	<u>-51 827</u>	<u>-136%</u>
Reprises s/Amortissement & Provisions N-exigibles		3 615	3 657	-42	-1%
Dotation Amortissement & Provisions N-exigibles		-30 331	-36 035	5 704	-16%
RESULTAT COURANT D'EXPL.	20	<u>-40 427</u>	<u>5 739</u>	<u>-46 166</u>	<u>-804%</u>
Produits exceptionnels et hors- exploitation		80 928	69 049	11 879	17%
Charges exceptionnelles et hors- exploitation		-28 661	-22 163	-6 497	29%
RESULTAT EXCEPT. & H-EXPL	21	<u>52 268</u>	<u>46 885</u>	<u>5 382</u>	<u>11%</u>
Résultat courant d'exploitation		-40 427	5 739	-46 166	-804%
Résultat exceptionnel et hors-					
exploitation		52 268	46 885	5 382	11%
RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER	22	<u>11 841</u>	<u>52 624</u>	<u>-40 783</u>	<u>-77%</u>

Notes aux comptes annuels de la Banque Centrale du Congo

1. LIMINAIRE

Le Rapport des comptes annuels de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 se présente en trois principales articulations :

- cadre juridique et référentiel comptable ;
- comptes du bilan et comptes hors-bilans assortis des commentaires ;
- tableau de formation de résultat et commentaires.

Une brève introduction décrit le contexte économique et financier qui a caractérisé l'année 2019.

Les annexes comprennent :

- le tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau des provisions ;
- le tableau de variation des provisions ;
- la note de synthèse sur la Caisse de Retraite ;
- l'impact de la covid-19 sur les comptes de la BCC en 2019.

Il est à noter qu'à l'aube de la publication des états financiers de l'exercice 2019, il s'est observé au premier semestre 2020, au regard de la pandémie de la covid-19, des effets négatifs sur la gestion de l'Institut d'Emission au cours de l'exercice 2020 (cfr annexe 6).

INTRODUCTION

Les comptes annuels de la Banque Centrale du Congo de l'exercice 2019 ont été essentiellement influencés par l'évolution des agrégats macro-économiques ci-après :

- le taux d'inflation moyen de 5,9 % à fin 2019 contre 31 % à fin 2018 ;
- le taux directeur de 9 % à fin 2019 contre 14 % à fin 2018 ;
- le taux de change moyen du dollar américain par rapport au franc congolais de USD
 1 = CDF 1 647,8 en 2019 contre USD 1 = CDF 1 622,5 en 2018.

Outre ces agrégats macro-économiques, la tenue des comptes de la Banque a connu les principaux faits suivants :

- l'impact de la loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 sur l'organisation comptable et financière notamment, en ce qui concerne le régime d'exemption fiscale de la Banque sur ses opérations ;
- l'émission des bons du Trésor ;
- le lancement du règlement des opérations en monnaies étrangères dans l'ATS ;
- la reprise de la coopération avec les institutions de Bretton Woods notamment avec le Fonds Monétaire International.

L'analyse sommaire des comptes annuels de l'exercice 2019 montre que le total bilantaire s'est établi à CDF 6 094 158 millions contre CDF 4 451 962 millions à fin décembre 2018, soit une progression de CDF 1 642 196 millions.

Cette évolution est le résultat des effets conjugués suivants :

à l'actif:

- l'augmentation des avoirs et créances en monnaies étrangères hors DTS, des avoirs et créances en DTS et des autres actifs, lesquels renseignent respectivement une hausse de CDF 976.162 millions (58,5 %), de CDF 59 887 millions (209,0 %) et de CDF 622 387 millions (41,8 %);
- la réduction des avoirs et créances en monnaie nationale de CDF 16 240 millions (1,3 %).

au passif:

- l'augmentation des engagements en monnaie nationale de CDF 565 524 millions (22,4%), des engagements en monnaies étrangères hors DTS de CDF 81 946 millions (67,3 %), des engagements en DTS de CDF 517 370 millions (37,6 %) et des autres passifs de CDF 522 946 millions (825,1 %);
- la réduction des provisions pour risques et charges ainsi que le résultat de l'exercice respectivement de CDF 4 806 millions (6,6 %) et de CDF 40 783 millions (77,5 %).

Au terme de l'exercice 2019, le résultat d'exploitation de la Banque s'est clôturé avec un résultat positif de CDF 11 841 millions contre CDF 52 624 millions en 2018.

Ière Partie

CADRE JURIDIQUE ET RÈGLES D'ÉVALUATION COMPTABLE

1. CADRE JURIDIQUE

Statut juridique

La Banque Centrale du Congo est une institution de droit public, dotée de la personnalité juridique. Elle jouit d'une autonomie de gestion. Elle est régie par les dispositions de la loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo¹. Il ressort de cette loi les dispositions ci-après :

Capital social de la Banque

Le capital social de la Banque Centrale du Congo est entièrement souscrit par l'Etat et libéré suivant les modalités arrêtées entre la BCC et le Gouvernement (article 6).

Objectifs et missions légales

Selon les articles 9 et 10 de la loi précitée, la Banque Centrale du Congo accomplit toutes les missions de banque centrale, notamment :

- assurer la stabilité du niveau général des prix ;
- soutenir la politique économique générale du Gouvernement ;
- garder les fonds publics ;
- veiller à la sauvegarde et à la stabilité monétaire ;
- définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;
- contrôler l'ensemble de l'activité bancaire ;
- exercer le rôle du conseil économique et financier du Gouvernement.

En outre, elle est appelée à :

- réglementer l'ensemble de l'activité bancaire ;
- émettre des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal ;
- définir et mettre en œuvre la politique de change ;
- détenir et gérer les réserves officielles de change de la République;
- contribuer à la stabilité du système financier ;
- promouvoir un système national de paiement sécurisé, efficient et solide ;
- réglementer les marchés monétaires et promouvoir les marchés des capitaux ;
- collecter des données et élaborer des statistiques ;
- tenir un registre pour la centralisation des informations sur les crédits bancaires et sur les entreprises.

¹ En l'absence de l'activation de l'article 88 de la loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018, l'article 103 de la loi précitée dispose que les règles comptables de la loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 restent d'application.

Activités et opérations autorisées par la loi

Afin d'atteindre ses objectifs et assurer ses missions, la Banque selon l'article 12 peut notamment :

- ouvrir dans ses livres des comptes en espèces et en titres financiers au profit de l'Etat, des provinces, des entités territoriales décentralisées, des établissements de crédit, des prestataires des services d'investissement, des sociétés d'assurance et de réassurance, des banques commerciales étrangères, des banques centrales étrangères, des institutions financières nationales et internationales, des Etats étrangers, des organisations internationales, des projets de l'Etat et des personnes morales expressément autorisées par le Gouverneur;
- ouvrir et conserver des comptes en espèces et en titres financiers auprès d'établissements de crédit ou tout autre établissement financier, de banques centrales étrangères, de banques commerciales étrangères, de dépositaires centraux de titres et d'institutions financières internationales;
- intervenir sur les marchés financiers, soit en achetant, soit en vendant ferme, au comptant ou à terme, soit en prenant et en mettant en pension, soit en prêtant ou en empruntant des créances ou des titres négociables, libellés en monnaie qu'elle détermine;
- effectuer des opérations de crédit avec des établissements de crédit sur base de garanties appropriées;
- émettre et racheter ses propres titres d'emprunts ;
- prendre en dépôt des titres financiers, des pierres et métaux précieux, se charger de l'encaissement de titres et intervenir pour compte d'autrui dans des opérations sur valeurs mobilières, autres instruments financiers ou métaux précieux ;
- effectuer des opérations sur des instruments sur taux d'intérêt ;
- escompter des traites ou des billets à ordre émis dans le cadre d'activités commerciales, industrielles ou agricoles;
- effectuer des opérations sur des monnaies étrangères, sur or ou d'autres substances, pierres et métaux précieux ;
- effectuer des opérations en vue du placement et de la gestion financière de ses avoirs en monnaies étrangères ou d'autres éléments de réserves externes ;
- obtenir du crédit à l'étranger et, à cette fin, consentir des garanties ;
- effectuer des opérations relevant de la coopération monétaire régionale ou internationale.

Opérations non autorisées par la loi

L'article 16 interdit à la Banque de :

- poser des actes de commerce qui ne ressortent pas de son objet social;
- accepter les parts des sociétés commerciales comme garanties ;
- accorder des prêts et avances non couverts par une garantie appropriée, sauf pour les crédits visés à l'article 20 de la présente loi organique ;
- garantir les dettes et engagements de l'Etat, des provinces, des entités territoriales décentralisées et des entreprises ou organismes publics ;
- acquérir des biens immobiliers qui ne sont pas destinés aux besoins de son exploitation.

Structure d'organisation

Le Conseil de la Banque présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale est l'organe suprême qui a les pouvoirs les plus étendus pour orienter les politiques de la Banque, en superviser l'exécution et en contrôler la gestion (article 34).

Le contrôle des opérations financières de la Banque est exercé par un Collège de trois Commissaires aux Comptes nommés et, les cas échéant, relevés de leurs fonctions par le Premier ministre, sur proposition du ministre ayant les Finances dans ses attributions délibérées en Conseil des ministres. La durée de leur mandat est de trois ans renouvelables une fois. (Article 48).

En dehors du Siège de Kinshasa, la Banque comprend, à fin décembre 2019, 10 Directions provinciales, 14 Agences autonomes et 14 Agences mandataires.

A fin décembre 2019, la BCC employait 1.813 agents dont 1.380 hommes et 433 femmes contre 1.839 agents dont 1.399 hommes et 440 femmes à fin 2018.

Régime fiscal

Conformément à son article 7, les avoirs, les biens et les revenus ainsi que les opérations et transactions de la BCC sont exemptés de tous les impôts, taxes et droits. Elle reste cependant redevable légal devant le fisc.

Par conséquent, la BCC collecte et déclare la TVA sur toutes les transactions économiques effectuées avec les tiers.

Rapports avec les Pouvoirs publics

En tant que conseiller économique et financier du Gouvernement, la BCC peut d'office ou à la demande du Gouvernement, émettre des avis ou des conseils sur toute politique ou mesure que le Gouvernement envisage de prendre dans le domaine économique, financier ou monétaire (articles 10 et 27).

La BCC assure la garde des fonds publics aux conditions déterminées par une convention signée par elle et l'Etat. Ce dernier est représenté par le ministre ayant les Finances dans ses attributions. En outre, elle remplit les fonctions de gardien des fonds des provinces, des entités territoriales décentralisées et des organismes publics en application des conventions spéciales (article 26).

Cependant, conformément à son article 67, il est interdit à la BCC d'accorder des avances ou tout autre type de crédit au pouvoir central, à la province et aux entités territoriales décentralisées ainsi qu'aux organismes ou entreprises publics. L'acquisition directe des instruments de leur dette par la BCC est également interdite.

2. RESUME DES PRINCIPALES DISPOSITIONS LEGALES, PRINCIPES COMPTABLES ET REGLES D'EVALUATION

2.1. Dispositions légales sur les états financiers

L'exercice financier de la BCC commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Selon la loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la BCC :

Le Conseil de la Banque approuve sur avis du ministre ayant les finances dans ses attributions, les règles comptables de la BCC établies conformément aux principes comptables internationalement admis. (Article 88).

Dans les 4 mois qui suivent la fin de l'exercice comptable, les comptes annuels certifiés par le collège des commissaires aux comptes et par un auditeur externe sont approuvés par le Conseil et communiqués au Président de la République, au Parlement et au Gouvernement. Ils sont publiés au Journal officiel et sur le site de la BCC. (Article 83).

Les comptes annuels publiés seront accompagnés d'un rapport dans lequel la Banque fournit tous les éléments d'information sur son activité et sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Il sied de signaler que la répartition du résultat est approuvée par le Conseil en conformité avec la présente loi organique, après certification préalable des Etats Financiers par l'auditeur externe et par le collège des commissaires aux comptes. (Article 88).

2.2. Principales méthodes comptables et règles d'évaluation

Les principales méthodes comptables et règles d'évaluation adoptées par la Banque sont les suivantes :

2.2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles sont généralement valorisées à leur coût direct d'acquisition, diminué des amortissements calculés selon la méthode linéaire sur toute la durée de vie estimée comme suit :

<u>Immobilisations</u>	<u>Durée de vie</u>
Immeubles d'habitation	10 à 40 ans
Autres immeubles	10 à 40 ans
Mobilier	4 à 10 ans
Véhicules particuliers	2 à 5 ans
Véhicules utilitaires	2 à 4 ans
Matériel informatique	2 à 5 ans
Matériel de bureau	4 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	4 à 10 ans

Les valeurs brutes et les amortissements cumulés au 31 décembre de chaque année sont réévalués, conformément à l'Ordonnance-loi n°89-017 du 18 février 1989 portant réévaluation annuelle de l'actif immobilisé des entreprises, telle que modifiée et complétée à ce jour par l'Arrêté ministériel n°017/CAB/MIN/FIN/1998 du 13 avril 1998, qui autorise la réévaluation des actifs immobilisés sur base des coefficients officiels fixés par Arrêté ministériel.

2.2.2. Constatation des produits et charges de l'exercice

Les revenus de la BCC proviennent principalement des intérêts et commissions tirés sur les opérations avec la clientèle, des profits sur les opérations de change et de la redevance de suivi de change.

Les principales charges de la Banque sont constituées des intérêts et des commissions à payer ainsi que des frais généraux.

2.2.3. Réserves générales et Réserves spéciales

Selon l'article 90 de la loi organique précitée, en cas de résultat bénéficiaire et aussi longtemps que le total des fonds propres est inférieur à 10 % des actifs rentables de la Banque, la totalité du résultat est affectée à la réserve générale.

Une fois que ce ratio de 10 % est atteint, 20 % du résultat bénéficiaire sont affectés à la réserve générale. Sur le reliquat, le Conseil de la BCC peut décider d'affecter des montants déterminés à la réserve spéciale. Le solde est intégralement versé au compte courant du Trésor.

En outre, selon l'article 91, il est inscrit qu'en cas de résultat déficitaire la perte est amortie par imputation sur les réserves spéciales. Si celles-ci ne permettent pas d'amortir intégralement la perte, le reliquat est imputé à la réserve générale.

Cependant, lorsque le total des fonds propres est inférieur à 5 % des actifs rentables de la Banque, ou si ce total est inférieur à 10 % pendant trois années consécutives, l'écart doit être couvert par l'Etat qui doit alors, dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable concerné, recapitaliser la Banque pour un montant qui porte ses fonds propres au minimum à dix pourcents de ses actifs rentables (article 93).

2.2.4. Provisions pour engagements départs en retraite

Le statut des agents de la Banque accorde au personnel lors du départ en retraite, une indemnité de fin de carrière et une pension complémentaire de retraite, calculées sur base de l'ancienneté et du dernier salaire.

En vertu de l'Ordre de Service n° 063/12 du 30/03/2012 portant modification du régime de la pension complémentaire, la Banque liquide sous forme d'allocation unique pour les agents actifs admis à la retraite une pension complémentaire. Celle-ci est calculée et liquidée au même moment que l'indemnité de fin de carrière.

Cette pension complémentaire est également reconnue aux agents qui décèdent en cours de carrière et aussi à ceux qui sollicitent et obtiennent une retraite anticipée. Un montant forfaitaire est estimé pour y faire.

Pour les agents passifs d'avant l'entrée en vigueur de l'Ordre de Service cité ci-dessus un plan de liquidation étalée sur une période de 10 ans a été élaboré.

Les montants à liquider pour chaque exercice font l'objet d'une provision.

2.2.5. Transactions en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées dans les livres de la Banque en monnaie nationale (CDF) au taux du jour de la transaction.

Les avoirs, les créances et les dettes en monnaies étrangères, sont convertis au cours de change indicatif publié par la Banque et résultant du marché interbancaire en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les bénéfices et pertes résultant de tout changement de la valeur des actifs nets de la Banque (en or et en monnaies étrangères) à la suite de la modification de la parité de l'unité monétaire nationale ou des monnaies étrangères, sont exclus du tableau de formation de résultat.

Les pertes dont il est question ci-dessus sont à charge de l'Etat. Quant aux bénéfices, ils seront inscrits à un compte spécial dit « compte de réévaluation » et affecté à l'amortissement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque. Il ne pourra en être disposé autrement que par un accord spécial entre la BCC et le Gouvernement.

2.2.6. Provisions pour dépréciation des crédits à la clientèle

Les provisions pour créances irrécouvrables ainsi que les provisions extraordinaires sont fixées par le Conseil de la Banque.

2.2.7. Emissions monétaires

Les émissions monétaires sont considérées comme des dettes de la Banque vis-à-vis des opérateurs économiques détenteurs de la monnaie nationale. Les bénéfices résultant du retrait de la circulation des billets de banque sont affectés sur accord du Ministre ayant les finances dans ses attributions, à la reconstitution du stock des signes monétaires.

2.2.8. Engagements hors-bilan

Les obligations reçues ou données par la Banque ou par l'Etat, pour lesquelles la mise à la disposition (livraison) des biens, de l'engagement (fonds, devises, titres ou services) est différée ou conditionnée par la réalisation d'un évènement ultérieur, sont comptabilisées dans les engagements hors bilan sans effet sur la situation nette.

2.2.9. Engagements des financements des organismes internationaux accordés à la RDC

Les engagements des financements des organismes internationaux accordés à la RDC versés dans les comptes de la BCC sont comptabilisés, d'une part au bilan pour les versements reçus et les paiements de la BCC aux bénéficiaires, et d'autre part, en horsbilan pour les versements reçus et les remboursements de la RDC, le cas échéant.

IIème Partie COMPTES DU BILAN ET HORS-BILAN

3. AVOIRS ET CREANCES EN OR ET MONNAIES ETRANGERES HORS DTS

Le tableau ci-dessous montre la composition de ces avoirs et créances :

Rubriques	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Avoirs et Créances en ME	2 645 001	1 668 839	976 162
Titres en monnaies étrangères	-	-	_
Total	<u>2 645 001</u>	<u>1 668 839</u>	976 <u>2</u>

3.1. Avoirs et créances en monnaies étrangères

Les avoirs et les créances en monnaies étrangères se présentent comme suit :

Rubriques	2019	2018	<u>Variation</u>
Avoirs et créances à vue en ME sur les N/R	<u>1 382 483</u>	<u>772 454</u>	<u>610 029</u>
Encaisses monnaies étrangères	105 475	29 391	76 084
Disponibilités à vue en ME corresp. Etrangers	1 255 028	701 918	553 110
Fonds envoyés correspondants étrangers	-	19 627	-19 627
Avoirs en ME en cantonnement auprès des corresp. Etrangers	21 979	21 518	462
Avoirs et créances à court terme en ME sur les NR	<u>356 809</u>	<u>273 187</u>	<u>83 621</u>
Provisions versées crédocs à change couvert	77 355	12 023	65 333
Placements à C/T ME corresp étrangers	279 453	261 164	18 289
Avoirs et créances à vue en ME sur les Résidents	<u>252 933</u>	<u>210 832</u>	<u>42 101</u>
Disponibilités à vue en ME corresp.Locaux	247 944	204 934	43 010
Avoirs en ME en cantonnement auprès des correpondants locaux	4 989	5 898	-909
Avoirs et créances à CT en ME sur les Résidents	<u>652 777</u>	412 366	<u>240 411</u>
Placements à C/T ME corresp. Locaux	652 777	412 366	240 411
Créances BCC sur Banque Congolaise	-	-	-
Total	<u>2 645 001</u>	1 668 839	<u>976 162</u>

Ces avoirs et créances en monnaies étrangères hors DTS ont connu une hausse de CDF 976 162 millions.

Cette augmentation résulte principalement des opérations spécifiques à chacune des composantes de la rubrique ainsi que des ajustements dus aux variations des cours de change.

A ce sujet, il a été enregistré en 2019 les opérations, ci-dessous :

En augmentation

- les rachats des recettes pétrolières, minières et autres de l'ordre de USD 1 087 millions;
- les autres recettes et retour de fonds pour USD 298 millions ;
- la Redevance de Suivi de Change pour USD 62 millions ;
- les intérêts créditeurs générés par les avoirs comptes de disponibilités en monnaies étrangères et de placements pour USD 14 millions ;
- les recettes de l'Hôtel des Monnaies pour USD 1 million ;
- les appuis à la balance de paiement de l'ordre de USD 367 millions reçus du FMI au titre de la facilité rapide de crédit.

En diminution

- les dépenses de fonctionnement du Trésor public (frais de mission, de soins de santé, de gestion des institutions, dépenses de l'armée, frais de représentation diplomatique, CENI, contributions de la RDC, paiement des fournisseurs étrangers, etc.) pour USD 1 068 millions ;
- le paiement du service de la dette extérieure et autres créances pour USD 210 millions ;
- les frais de fonctionnement de la BCC (d'administration, de gestion, de mission, de formation, de soins médicaux à l'étranger) ainsi que les paiements de divers fournisseurs étrangers en dehors de ceux de l'Hôtel des Monnaies pour USD 56 millions;
- le remboursement des créances du FMI pour USD 73 millions ;
- les frais financiers pour USD 34 millions ;
- les dépenses de l'Hôtel des Monnaies (importations des billets de banque, imprimés de sécurité, intrants et papiers fiduciaires) pour USD 22 millions ;
- les investissements courants de la BCC (acquisition bâtiments et terrains, quelques équipements techniques...) pour USD 28 millions ;
- les dépenses d'investissement, de modernisation et de réhabilitation des bâtiments pour un import de USD 19 millions ;
- les ventes interbancaires pour USD 5 millions.

3.1.1. Encaisses en monnaies étrangères

ENCAISSES EN ME	DEVISES	Та	ux	En millions de
				CDF
CAISSE USD	57 180 069	1 672,94	67	95 659
CAISSE EURO	5 046 975	1 865,85	11	9 417
CAISSE CAD	2 520	1 278,47	19	3
CAISSE JPY	19 000	15,27	01	-
CAISSE GBP	10	2 189,53	23	-
CAISSE CHF	2 220	1 713,38	33	4
CAISSE XAF	137 647 500	2,84	45	392
CAISSE ZAR	770	119,22	.03	-
TOTAL				105 475

Les encaisses en monnaies étrangères au 31/12/2019 se présentent comme suit :

ENCAISSES EN ME	<u>DEVISES</u>	<u>Taux</u>	En millions de CDF
CATCOL STEEL WICE	E4 704 F06	4 672 0467	01 560
CAISSE SIEGE/USD	54 734 586	1 672,9467	91 568
CAISSE SIEGE/EUR	4 769 310	1 865,8511	8 899
CAISSE SIEGE/CAD	2 520	1 278,4719	3
CAISSE SIEGE/GBP	10	2 189,5253	-
CAISSE SIEGE/CHF	2 220	1 713,3833	4
CAISSE SIEGE/XAF	137 647 500	2,8445	392
CAISSE SIEGE/JPY	19 000	15,2701	-
CAISSE SIEGE/ZAR	770	119,2203	-
CAISSE LUBUMBASHI/USD	2 228 555	1 672,9467	3 728
CAISSE LUBUMBASHI/EUR	277 665	1 865,8511	518
CAISSE BANDUNDU/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE BENI/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE BOENDE/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE BUKAVU/USD	71 447	1 672,9467	120
CAISSE BUNIA/USD	-	1 672,9467	_
CAISSE BUTEMBO/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE BRB/EUR	-	1 865,8511	-
CAISSE GBADOLITE/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE GOMA/USD	131 125	1 672,9467	219
CAISSE ILEBO/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE ISIRO/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE KANANGA/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE BUTA/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE KALEMIE/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE MUANDA/USD	_	1 672,9467	-
CAISSE KINDU/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE KASUMBALESA/USD	-	1 672,9467	_
CAISSE KISANGANI/USD	6 160	1 672,9467	10
CAISSE KONGOLO/USD	-	1 672,9467	-
CAISSE MATADI/USD	_	1 672,9467	-
CAISSE MATADI/EUR	_	1 865,8511	_
CAISSE MBANDAKA/USD	_	1 672,9467	-
CAISSE MWENE DITU/USD	_	1 672,9467	-
CAISSE MBUJI-MAYI/USD	8 196	1 672,9467	14
CAISSE TSHIKAPA/USD	- 0 190	1 672,9467	
CAISSE UVIRA/USD		1 672,9467	
CAISSE OVINAY USD		1 0/2,340/	
TOTAL			105 475

3.1.2. Disponibilités à vue en ME auprès des correspondants étrangers

Les avoirs à vue en monnaies étrangères auprès des correspondants étrangers s'élèvent à CDF 1 255 028 millions au 31 décembre 2019. Ils se déclinent de la manière ci-après :

CORRESPONDANTS	CAD	<u>USD</u>	<u>EURO</u>	Cours	En millions de CDF
					CDF
BRI 2D USD/CPTE ORD PREAV 2	-	705 051 945	-	1 672,9467	1 179 514,32
BRI 2D IBRD/USD	-	3 130 316	-	1 672,9467	5 236,85
BRI 2D BAD/USD	-	5 344 345	-	1 672,9467	8 940,80
BRI PPTE EN USD	-	8 814 183	-	1 672,9467	14 745,66
BRI FMI EN USD	-	5 299 350	-	1 672,9467	8 865,53
BRI BALE 2D EURO/COMPTE ORDINAIRE	-	-	16 036 712	1 865,8511	29 922,12
FORTIS COMPTE ORDIN USD	-	-	-	1 672,9467	-
FORTIS COMPTE ORDIN EUR	-	-	-	1 865,8511	-
FORTIS - CARTE DE CREDIT EUR	-	-	-	1 865,8511	-
FORTIS BRB/BXL EN EUR	-	-	-1 029	1 865,8511	-1,92
BNB COMPTE ORDIN EUR	-	-	44 381	1 865,8511	82,81
BNB/BXL DEDOMMAGEMENT EUR	-	-	163 398	1 865,8511	304,88
BNB/BXL CPTE P 15 EURO	-	-	13 798	1 865,8511	25,74
BNB/BXL CPTE P 16 EURO	-	-	3 159 493	1 865,8511	5 895,14
BNB/BXL VENTE RAPPORT EURO	-	-	3 572	1 865,8511	6,66
BNB/BXL CPTE P 10 EN EURO	-	-	15 010	1 865,8511	28,01
BNB/BXL CPTE P 11 EN EURO	-	-	19 782	1 865,8511	36,91
BNB/BXL CPTE P 13 EN EURO	-	-	2 228	1 865,8511	4,16
BANQUE DE MAURICE/COM USD	-	289 748		1 672,9467	484,73
COMMERZ BANK EURO	-	-	480 955	1 865,8511	897,39
BANQUE DE MAURICE/COM EUR	-	-	4 915	1 865,8511	9,17
BANK OF CANADA CAD	23 047	-	-	1 278,4719	29,46
Total					1 255 028,43

3.1.3. Avoirs en cantonnement en ME auprès des Correspondants étrangers

Ce compte enregistre les fonds cantonnés auprès de BNP Paribas (Fortis Bank) pour motif de « saisie arrêt successions ».

CORRESPONDANTS	<u>USD</u>	<u>EURO</u>	<u>Cours</u>	En millions de CDF
FORTIS CANTONNEMENT EN USD	12 334 402	-	1 672,9467	20 635
FORTIS CANTONNEMENT EN EUR	-	720 497	1 865,8511	1 344
Total	<u>12 334 402</u>	720 497		21 979

Au 31 décembre 2019, il affiche un solde débiteur de CDF 21 979 millions, soit la contrevaleur de USD 12 334 401,94 et de EUR 720 497,28.

Il importe de signaler que ces fonds ont déjà permis de liquider les contentieux judiciaires envers les sociétés MIMINCO (pour USD 11 millions à charge du Trésor Public) et WORLD CONNEXION (pour USD 5 millions à charge de la Banque Centrale dont une partie a été couverte en 2019 par les comptes Fortis ordinaire USD et EUR) (*cfr* note 6.3.2.1.5 opérations débitrices en attente).

Ces fonds cantonnés toujours logés dans les avoirs en ME seront décomptabilisés une fois que la Banque Centrale obtiendra du Ministère des Finances les titres de régularisation de prise en charge par le Trésor Public du montant sollicité pour l'extinction du contentieux MIMINCO.

3.1.4. Provisions versées pour crédits documentaires à change couvert

CORRESPONDANTS	<u>USD</u>	<u>EURO</u>	<u>Cours</u>	En millions de CDF
RAWBANK EN EURO	-	3 424 571	1 865,8511	6 390
RAWBANK EN USD	42 419 533	-	1 672,9467	70 966
Total	42 419 533	<u>3 424 571</u>		<u>77 355</u>

Ce compte enregistre les provisions versées pour les crédits documentaires souscrits pour compte de la BCC et pour compte du Trésor.

Au 31 décembre 2019, le solde de CDF 77 355 millions représente la contrevaleur de EUR 3 424 571,10 et de USD 42 419 533,37.

3.1.5. Placements à court terme en ME correspondants étrangers

CORRESPONDANTS	USD	EURO	Cours	En millions de CDF
BANQUE AFRICAINE DIMPORT- EXPORT	167 042 472	-	1 672,9467	279 453
Total	167 042 472			279 453

Le solde de CDF 279 453 millions est la contrevaleur de USD 167 042 472,19, représentant le capital acquis par le placement auprès de la Banque africaine d'import-export à fin 2019. Le flux annuel d'intérêts généré par ce placement est de USD 4 868 933,89.

3.1.6. Disponibilités à vue en ME auprès des correspondants locaux

Les disponibilités à vue en monnaies étrangères auprès des correspondants locaux au 31 décembre 2019 se ventilent comme suit :

CORRESPONDANTS	USD	EURO	Carra	En millions de CDF
CORRESPONDANTS	USD	EURU	<u>Cours</u>	CDF
BANQUE COMMERCIALE DU CONGO USD	12 690 721	-	1 672,95	21 231
BANQUE COMMERCIALE DU CONGO EUR	_	2 010 811	1 865,85	3 752
BCC RME TMB USD	3 661 256	_	1 672,95	6 125
BCC RME TMB EURO	_	964 119	1 865,85	1 799
AFRILAND FIBANK/USD	41 566 142	_	1 672,95	69 538
BCC RME BGFIBANK EN USD	34 016 707	_	1 672,95	56 908
FBNBANK USD	693 115	-	1 672,95	1 160
CITIBK CONGO RETROCESSION / BK FR USD	28 859 252	-	1 672,95	48 280
CITIBK FONDS MINIERS EN USD	13 274 537	-	1 672,95	22 208
CITIBANK KINSHASA USD	592 449	_	1 672,95	991
ECOBANK USD	2 300 182	-	1 672,95	3 848
RAW BANK USD	5 346 223	-	1 672,95	8 944
RAW BANK EUR	_	1 694 178	1 865,85	3 161
Total	143 000 583	<u>4 669 109</u>		247 <u>4</u>

3.1.7. Avoirs en ME en cantonnement auprès des correspondants locaux

CORRESPONDANTS	USD	Cours	En millions de CDF
CITIBANK	801 641	1 672,9467	1 341
BCDC	1 431 872	1 672,9467	2 395
RAWBANK	366 777	1 672,9467	614
TMB USD	381 832	1 672,9467	639
Total	2 982 122		4 989

Ce compte enregistre les fonds cantonnés auprès des correspondants locaux pour motif de « saisie arrêt ». Au 31 décembre 2019, il affiche un solde de CDF 4 989 millions.

3.1.8. Placements à court terme en ME auprès des correspondants locaux

CORRESPONDANTS	USD	<u>Cours</u>	En millions de CDF
CAISSE DE RETRAITE	1 963 348	1 672,9467	3 285
RAWBANK	211 000 000	1 672,9467	352 992
ECOBANK	132 232 386	1 672,9467	221 218
EQUITY BANK	25 000 000	1 672,9467	41 824
FBN BANK	20 000 000	1 672,9467	33 459
Total	390 195 734		652 777

Ce compte enregistre des placements en devises étrangères effectués auprès des correspondants locaux. Le solde de CDF 652 777 millions au 31 décembre 2019 est la contrevaleur de USD 388 millions placés auprès des banques agréées pour compte de la Banque Centrale du Congo et près de USD 2 millions pour compte de la Caisse de Retraite.

4. AVOIRS ET CREANCES EN DTS

4.1. Avoirs et créances en DTS auprès du Fonds Monétaire International

Cette rubrique est ventilée comme suit (en millions de CDF) :

Rubrique	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Avoirs à vue en Droits de tirage spéciaux auprès du FMI	88 538	28 651	59 887
Position dans la tranche de réserve	-	-	-
Total	88 538	28 651	59 <u>87</u>

4.1.1. Avoirs à vue en DTS

Au 31 décembre 2019, les avoirs en DTS de la RDC auprès du FMI s'élèvent à CDF 88 538 millions, soit la contrevaleur de DTS 38 348 490, contre DTS 12 627 993 en 2018.

La variation constatée résulte des mouvements ci-après :

Compte	<u>2019</u>		
	DTS	CDF (en millions)	
Solde d'ouverture	12 627 993	28 651	
Intérêts payés sur Allocations cumulatives nettes	-5 335 685	-12 162	
Intérêts trimestriels sur les avoirs en DTS	120 296	274	
Frais de gestion annuels du « Département DTS»	-7 977	-18	
Acquisition de DTS	83 863 263	191 033	
Remboursements Prêt FRPC	-52 919 400	-120 804	
Différence de change	-	1 564	
Solde au 31 décembre 2019	<u>38 348 490</u>	88 <u>38</u>	

4.1.2. Tranche de réserve

Au 31 décembre 2019, la position auprès du FMI relative à la tranche de réserve de la RDC est nulle.

<u>Compte</u>	31/12/2019 DTS	31/12/2018 CDF (en millions)
FMI quote part (Souscription)	1 066 000 000	2 420 566
Avoirs du FMI dans la monnaie du pays sur le compte n°1 et le compte Titres	-1 066 000 000	-2 420 566
Position dans la tranche de réserve	_	_

5. AVOIRS ET CREANCES EN MONNAIE NATIONALE

Les avoirs et créances en monnaie nationale ont connu une baisse de CDF 16 240 millions. Cette évolution est uniquement observée sur le poste de concours aux établissements de crédit.

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Concours aux Etablissements de crédit	-	16 240	-16 240
Titres en MN	1 249 498	1 249 498	-
Total	1 249 498	1 265 738	-16 240

5.1. Concours en monnaie nationale aux établissements de crédit

Ce poste représente le concours de la BCC en monnaie nationale en faveur des établissements de crédit et autres institutions financières au travers des guichets de refinancement ainsi que des prêts spéciaux.

Il se ventile comme suit:

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Guichets de refinancement	-	-	-
Prêts à Court Terme	-	-	-
Facilités permanentes	-	-	-
Guichets prêts spéciaux	-	16 240	-16 240
Prêts spéciaux à MT aux bques	-	15 000	-15 000
Prêts spéciaux à MT aux autres IF	-	1 240	-1 240
Total		16 240	-16 240

A fin 2019, le concours de la BCC aux établissements de crédit a baissé de CDF 16 240 millions, résultant d'une part du remboursement des prêts spéciaux du système bancaire de CDF 15 000 millions et, d'autre part du provisionnement des prêts spéciaux aux autres institutions financières de CDF 1 240 millions.

5.2. Titres en monnaie nationale

Rubriques	<u>2019</u>	<u>2018</u>	Variation
Porte Feuille Titre Etat en MN	1 249 498,00	1 249 498,00	-

Ce compte est essentiellement constitué du montant de la titrisation des résultats cumulés et des différences de conversion de la BCC de 2004 à 2010. Au 31 décembre 2019, le solde de ce compte est resté inchangé.

Le montant titrisé se compose de la manière suivante :

	31/12/2019
Pertes cumulées en 2004	432 046
Pertes de l'exercice 2005	14 027
Pertes de l'exercice 2006	23 506
Bénéfice de l'exercice 2007	-32 026
Pertes de l'exercice 2008	37 419
Pertes de l'exercice 2009	56 490
Pertes de l'exercice 2010	223 786
Ecart de conversion de 2004	100 014
Ecart de conversion cumulée en 2009	394 297
Ecart de conversion de 2010	712
Total	<u>1 250 271</u>
Créances non couvertes par les titres de l'Etat	773
TITRES EN MN	<u>1 249 498</u>

6. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs sont passés de CDF 1 488 735 millions à fin 2018 à CDF 2 111 122 millions à fin 2019, soit une progression de CDF 622 387 millions suivant le tableau ci-après :

Rubriques	2019		<u>Variation</u>
Immobilisations	378 921	331 638	47 283
Avoirs et créances divers	942 525	384 986	557 539
Régularisations et suspens	125 900	64 836	61 064
Autres actifs divers	663 775	707 275	-43 500
Total	<u>2 111 122</u>	<u>1 488 735</u>	<u>622 387</u>

6.1. Immobilisations nettes

Les données d'immobilisation se répartissent de la manière ci-dessous en millions de CDF :

	Imm. & Terrains	Matériels roulants	Matériels & Mobiliers	Equipnt Inform.	Autres mat.	Immo en cours	Dép. à régulariser	TOTAL
31/12/2018	240 534	50 887	69 841	59 989	145 554	51 649	74 024	692 478
Acquis° 2019	17 886	-	81	2 201	449	-	-	20 617
Compl. Valeur	-	_	_	-	-	-	-	-
Cession 2019	-	-2 268	-138	-44	-209	-	-	-2 659
Régul°	-1	-	-7	-2	-2	41 082	6 206	47 276
31/12/2019	<u>258 419</u>	<u>48 619</u>	<u>69 777</u>	<u>62 123</u>	<u>145 792</u>	<u>92 731</u>	<u>80 230</u>	<u>757 712</u>
Amort.	Imm. & Terrains	Matériels roulants	Matériels & Mobiliers	Equipnt Inform.	Autres mat.	Immo en cours	Dép. à régulariser	TOTAL
31/12/2018	-84 388	-33 757	-60 394	-57 002	-125 299	-	-	-360 840
Dotation 2019	-6 586	-4 984	-3 166	-1 063	-4 845	-		-20 644
Compl. Amort.	-	-	-	-	-	-	-	_
Cession 2019	-	2 269	138	44	207	-	-	2 658
Régul°	-	-	1	35	-		-	35
31/12/2019	-90 974	<u>-36 472</u>	<u>-63 421</u>	<u>-57 986</u>	<u>-129 938</u>			<u>-378 791</u>
Valeur nette	Imm. & Terrains	Matériels roulants	Matériels & Mobiliers	Equipnt Inform.	Autres mat.	Immo en cours	Dép. à régulariser	TOTAL
31/12/2018	156 146	17 130	9 448	2 987	20 252	51 649	74 024	331 637
31/12/2019	<u>167 445</u>	<u>12 147</u>	<u>6 356</u>	<u>4 158</u>	<u>15 854</u>	<u>92 731</u>	<u>80 230</u>	<u>378 921</u>
Variation	11 299	-4 983	-3 092	1 171	-4 398	41 082	6 206	47 284

Les valeurs immobilisées de la BCC ont été amorties selon la méthode linéaire.

A l'issue de l'exercice comptable 2019, les valeurs immobilisées n'ont pas été réevaluées, conformément au communiqué officiel du Ministère des Finances du 10 février 2020 faisant état du faible taux de dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollars américain.

La valeur nette comptable des immobilisations était de CDF 331 637 millions à fin décembre 2018. Elle s'est élevée à CDF 378 921 millions au 31 décembre 2019. Entre les deux périodes, il se dégage une augmentation nette de CDF 47 284 millions résultant essentiellement des dépenses relatives aux travaux de construction.

Il convient de signaler aussi que des travaux spécifiques sont entrepris par la Banque dans l'objectif d'assainir davantage le fichier des immobilisations. Ces travaux se penchent particulièrement sur les valeurs des immobilisations en cours ainsi que les dépenses d'investissement à régulariser.

Les immeubles KIN 5 (Boulevard du 30 juin/Kinshasa/Gombe), KIN 6 (Palais de Marbre/Kinshasa/Ngaliema) et KIN 62 (44/Av. Abbé Kahoze/Kinshasa/Kintambo) demeurent encore non expertisés à ce jour.

6.2. Avoirs et créances divers

Ce poste se présente comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Avoirs et créances divers en MN			
Compte Général du Trésor Public	893 774	354 258	539 516
Fournisseurs ordinaires/Entreprises privées en MN	3 363	-	3 363
TVA déductible	15	5 741	-5 726
TVA à régulariser	60	-	60
Avances s/Rémunération	-	-	-
Contentieux personnel	84	251	-167
Débours à Récupérer	42	31	11
Prêts à un an au Personnel	3 338	4 425	-1 087
Prêts à MT en MN au Personnel	12 326	10 121	2 205
Prêts à MT en MN au Personnel échéant			
à moins d'un an	-	-	-
Prêts à LT au personnel en MN	1 423	1 278	145
Garanties à MT MN versées aux Eses privées	4	4	-
Garanties à LT MN versées aux Banques agréées	3	3	-
Garanties à LT MN versées aux Eses publ. & semi-			
publ.	1	1	-
Garanties à LT MN versées aux Particuliers	14	14	-
sous-total	914 446	<u>376 127</u>	<u>538 319</u>
Avoirs et créances divers en ME			
Prêts à un an en ME au Personnel	-	_	-
Prêts à MT en ME au Personnel	25 425	_	25 425
Garanties à LT en ME versées aux Entreprises privées	461	451	10
Garanties à MT en ME versées aux Entreprises	247	242	_
privées	247	242	6
Garanties à MT en ME versées aux Banques agréées	-	7 631	-7 631
Garanties à LT en ME versées aux Banques agréées	423	-	423
Frs ordinaires/ Entreprises privées résidentes en ME	987	-	987
Garanties à LT en ME versées aux Non-résidents	536	535	-
sous-total	28 079	8 859	19 220
Total	942 525	384 986	<u>557 539</u>

6.2.1. Avoirs et créances divers en Monnaie Nationale

Le poste Avoirs et créances divers en MN est passé de CDF 376 127 millions en 2018 à CDF 914 446 millions en 2019, soit une augmentation de CDF 538 319 millions.

6.2.1.1. Compte Général du Trésor (CGT)

Le Compte Général du Trésor Public présente un solde débiteur qui découle des avances reçues en marge de l'article 67 de la loi organique n°27/13 du 13 décembre 2018 relative à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo. A fin 2019, il se situe à CDF 893 774 millions contre CDF 354 258 millions à fin 2018, soit une variation de CDF 539 516 millions.

Le solde de ce compte est formé par les comptes individuels de la comptabilité auxiliaire, tels que repris dans le tableau ci-dessous :

<u>COMPTES</u>	SOLDE
2000000001 COMPTE CENERAL TRECOR RUBLIC	1 604 666 002 272 54
0000000001 COMPTE GENERAL TRESOR PUBLIC	-1 604 666 883 273,54
0000000024 PURUS Composante Education	141 424,00
0000000028 DEPENSES EN URGENCE	100 727 722 774 46
0000000039 APPUI BUDGET UNION EUROPEENNE	100 737 732 774,46
00000000040 RECETTE/ PARTICIPATION OKIMO	36 990 789 302,63
00000000042 CREANCES DES BIENS ZAIRIANISES	1 622 420 999,40
0000000044 PAS DE PORTE METALKOL	22 681 515 000,00
0000000048 TRANSFERT ALLEGEMENT DETTE FMI	129 674 413 466,45
0000000050 GAZODIC GULF OIL MUANDA	20 513 363 486,92
0000000055 BONUS GRABEN ALBERTIN	2 712 962 700,00
0000000056 TRUST FUND POUR L'ITURI	3 631 927 900,00
0000000057 SOMMET FRANCOPHONIE	27 480 000,00
0000000058 APPUI BUDG. BANQUE MONDIALE	10 824 018 405,23
0000000066 T.V.A. REMBOURSABLE	9 607 961 663,99
0000000067 Reliquat paie de salaires	107 033 881 958,54
0000000068 MONTANT REC.PROJET MAP/PNMLS	104 931,00
0000000070 PAS DE PORTE MINIER	16 125 981 250,00
0000000071 Redevance Gécamines	24 090 435 064,37
0000000072 TRAVAUX AEROGARE NDJILI	9 748 070 189,84
0000000073 SURETE FINANCIERE DE REH. ENVI	10 302 169 393,14
0000000075 APPUI A LA REFORME SECURITAIRE	514 158 795,45
0000000076 PROJETS INTEGRATEURS	874 354 500,00
0000000077 APPUI AUX ETUDES SECTORIELLES	1 000 000 000,00
0000000078 APPUI REH MOD INFRA SECT SANTE	2 027 700 892,66
0000000097 PARAFISCALITE PETROLIERE	271 166 959,06
0000000098 APPUI AU DEV. S/REDEVANCE MM	86 528 621 858,31
0000000101 REDEVANCES MIN / KCC MINING	15 808 186,06
0000000102 REDEVANCES MIN MUTANDA MINING	992 237,75
0000000104 CONFISCATION BLANCHIMENT CAP.	1 261 016 640,00
0000000105 CENI	44 375 375,83
0000000111 RESS. EN PROV. DES COMPTES-BCM	1 139 460 461,88
0000001714 DGM	741,85
0000001758 FONDS MINIER Pr. LES GEN.FUTUR	131 577 802,96
00000001828 RESSOURCES BONS ET OBLIG TRES	110 760 343 492,00
Total	-893 771 935 419,76
	<u> </u>

Toutefois, comparé au solde en comptabilité générale, il en résulte un écart de CDF 1,8 million justifié par des opérations des exercices antérieurs pour lesquels des investigations demeurent en cours aux fins de régularisations sur l'exercice 2020.

6.2.1.2. Fournisseurs ordinaires/Entreprises privées en MN

A fin décembre 2019, le solde de ce compte est de CDF 3 363 millions, résultant des avances (débit) faites aux fournisseurs de CDF 7 851 millions et de dettes (crédit) de CDF 4.488 millions² qui se présentent dans le tableau ci-après :

Fournisseurs	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>	<u>Net</u>
AUTRES FOURNISSEURS	-	4 488	-
MK ETANCHEITTE	429	-	-429
GUYBO ENTREPRISE	5	-	-5
MAISON DAVCO	100	-	-100
SIMKHA	4 916	-	-4 916
SODIMAS-CONGO	672	-	-672
UNIVERSAL PROJETS CONSUL	1 514	-	-1 514
GEC TOPLUS SARL	161	-	-161
ETS WAV CONGO	53	-	-53
Total	7 851	4 488	-3 363

6.2.1.3. TVA déductible

Le compte de la TVA déductible présente un solde de CDF 15 millions. Il s'agit de la TVA supportée sur les achats de la Banque, non encore déduite à fin décembre 2019. La baisse de CDF 5 276 millions est consécutive à la prise en charge des TVA non déduites à la suite de la mise en application de l'exemption fiscale totale consacrée dans la nouvelle loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 sur l'organisation et le fonctionnement de la Banque Centrale.

6.2.1.4. TVA à régulariser

Le compte affiche un solde de CDF 60 millions qui représente le complément de déduction sur la TVA collectée de 2019 résultant du calcul du prorata définitif.

6.2.1.5. Contentieux personnel

Ce compte est passé de CDF 251 millions à fin 2018 à CDF 84 millions au 31 décembre 2019, soit une baisse de CDF 167 millions.

6.2.1.6. Débours à récupérer au personnel

Ce compte est constitué des sommes à retenir aux agents de la Banque. A fin 2019, il accuse un solde de CDF 42 millions contre CDF 31 millions à fin 2018, soit une hausse de CDF 11 millions.

² La liste détaillée des fournisseurs qui composent ce compte est à consulter en annexe.

6.2.1.7. Prêts au personnel

A fin 2019, les prêts consentis au personnel ont augmenté de 8%. La ventilation de ces prêts par nature se présente comme suit :

	31/12/2019	<u>%</u>	31/12/2018	<u>%</u>	<u>Variation</u>
Prêts à CT au personnel	3 338	20	4 425	28	-1 087
Prêts à MT en MN au personnel	12 326	72	10 121	64	2 205
Prêts à LT MN au personnel	1 423	8	1 278	8	145
Total	<u>17 087</u>	<u>100</u>	<u>15 824</u>	<u>100</u>	<u>1 263</u>

6.2.1.8. Garanties versées

Ce poste n'a pas connu de variation.

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Garanties à MT MN versées	4	4	_
aux Eses privées	4	4	-
Garanties à LT MN versées	17	17	-
aux banques agrées	3	3	_
aux Eses Publ &semi-Publ	1	1	_
aux Particuliers	14	14	_
Total	<u>21</u>	<u>21</u>	_

6.2.2. Avoirs et créances divers en monnaies étrangères

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Garanties à LT en ME versées aux autres	_	_	_
Institutions financières			
Garantie à MT en ME versée aux banques agréées	-	7 631	-7 631
Frs ordinaires/ Autres N-Résidents ME	-	-	-
Frs ordinaires/ Entreprises privées en ME	987	-	987
Garanties à LT en ME versées aux Entreprises	461	451	10
privées		.01	
Prêts à MT en ME au personnel	25 425	-	25 425
Garanties à MT en ME versées aux Entreprises privées	247	242	6
Garanties à LT en ME versées aux Non- résidents	536	535	-
Garanties à LT en ME versées aux Banques agréées	423	-	423
Total	28 079	<u>8 859</u>	19 220

6.2.2.1. Garantie à MT en ME versée aux banques agréées

Compte	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Garantie à MT en ME versées aux banques agréées	-	7 631	-7 631

Au 31 décembre 2019, le solde de ce compte est nul. La garantie de USD 4 665 810 versée à Afriland First Bank a été récupérée au courant de l'année 2019.

6.2.2.2. Fournisseurs ordinaires/Autres NR en ME

A fin décembre 2019, le solde du compte fournisseurs ordinaires et autres non-résidents en monnaies étrangères est nul.

6.2.2.3. Fournisseurs ordinaires/Entreprises privées en ME

A fin décembre 2019, le solde de ce compte est de 987 millions, résultant des avances ('débit') de CDF 3 606 millions et des dettes ('crédit') de CDF 2 619. Il se ventile comme suit :

Fournisseurs	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>	<u>Net</u>
AYANA TECHNICAL	2682,93	-	-2 682,93
PRINT TECHNOLOGY	23,62	-	-23,62
DATA PATLANTIC ZEISER	285,57	-	-285,57
DATA PROTECT	613,8	-	-613,8
AMERICAN BANKERS		4,18	4,18
ORANGE		4,39	4,39
SWIFT		2,4	2,4
EU TECHNOLOGY		345,78	345,78
CABINET INDUSTRY CONSULTING		22,83	22,83
GIESECKE DUBAI		404,23	404,23
EUROPE TECH GROUP		290,25	290,25
KOMORI		70,13	70,13
ENERBO		301,15	301,15
CRANE CURRENCY		17,85	17,85
EMERGING MARKETS		38,24	38,24
DEMAVIA		1117,13	1 117,13
TOTAL	<u>3 605,92</u>	<u>2 618,56</u>	<u>-987,36</u>

6.2.2.4. Garantie à MT en ME versée aux Entreprises privées

Compte	<u>31/12/2019</u>	31/12/2018	<u>Variation</u>
Garantie à MT en ME versées aux Entreprises privées	247	242	6

Le solde de ce compte représente la garantie de USD 147 920 versée au fournisseur Emerging Market Communication. La variation observée entre les deux périodes est le fait de l'ajustement du cours de change de clôture de l'exercice 2019.

6.2.2.5. Prêts à MT en ME au personnel

Compte	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Prêt MT en ME au personnel	25 425	-	25 425

Ce compte enregistre l'encours des prêts en monnaies étrangères d'au moins une année octroyée au personnel.

Au 31 décembre 2019, le solde du compte se chiffre à CDF 25 425 millions, soit l'équivalent de USD 15 197 601,92 des prêts octroyés au personnel par la Banque en vue de fructifier les fonds gérés par la Caisse de Retraite.

6.2.2.6. Garantie à MT en ME versée aux Banques Agréées

Compte	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Garantie à MT en ME versées aux Banques			
agréées	423	_	423

Le solde de CDF 423 millions est la contrevaleur de USD 253 000. Il représente la garantie versée par la BCC auprès du système bancaire en couverture des paiements à effectuer au moyen des cartes de crédit.

6.2.2.7. Garantie à LT en ME versée aux Entreprises privées

Compte	2019	2018	<u>Variation</u>
Garantie à LT en ME versées aux Entreprises			
privées	461	451	10

Le solde de CDF 461 millions est la contrevaleur de USD 275 460.

Il représente les montants de différentes garanties locatives versées par la BCC aux tiers. Au cours de l'année sous revue, aucune nouvelle garantie n'a été enregistrée. La variation observée sur les deux périodes résulte de l'évolution des cours de change.

6.2.2.8. Garantie à LT en ME versée aux Non-Résidents

Compte	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Garantie à LT en ME versées aux Non-			
résidents	536	535	0

Le compte affiche un solde de CDF 536 millions au 31 décembre 2019, soit la contrevaleur de EUR 287 101,59. Il représente la garantie versée par la BCC auprès de BNP Paribas en couverture des paiements à effectuer au moyen des cartes de crédit. La variation observée sur les deux périodes résulte de l'évolution des cours de change.

6.3. REGULARISATIONS ET SUSPENS D'ACTIF

Cette rubrique a connu une variation de CDF 61 064 millions expliquée principalement par l'augmentation du poste des comptes d'attente débiteurs.

	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
COMPTES DE REGULARISATION			
<u>Produits à recevoir</u>	<u>8 002</u>	<u>2 489</u>	<u>5 513</u>
Produits d'intérêt post-comptés d'exploitation	5 581	68	5 513
bancaire à recevoir			
Commissions d'exploitation bancaire à recevoir	2 421	2 421	-
<u>Charges payées ou compta.d'avance</u>	<u>257</u>	<u>366</u>	<u>-108</u>
Charges des opér. des marchés et d'avance payées ou compta. d'avance	135	83	52
Abonnements payés et comptabilisés d'avance	112	83	28
Diverses charges payées et comptabilisées d'avance	11	199	-188
COMPTES D'ATTENTE DEBITEURS	<u>117 641</u>	<u>61 981</u>	<u>55 659</u>
Suspens débiteurs	82 892	37 899	44 993
Opérations en attente en MN	82 892	2 983	79 908
Remboursement des titres du Trésor Public	-	-	-
Suspens débiteurs Etat	63 267	-	63 267
Suspens débiteurs Chambre de Compensation	2 147	2 769	-623
Suspens débiteurs comptes courants	294	214	79
Opérations débitrices en attente	960	-	960
Sommes MAD BCC	16 220	-	16 220
Opérations débitrices en attente BCC	5	-	5
Opérations en attente en ME	-	34 915	-34 915
Correspondants hors siège	-	34 915	-34 915
Opérations en attente en ME	-	-	-
Caisse ME hors Siège	-	-	-
<u>Débiteurs divers</u>	2 210	332	1 878
Retraits des fonds en MN à justifier	2 210	332	1 878
Manquants des caisses à justifier	-	-	_
<u>Stocks</u>	32 539	23 751	8 788
Stocks matières & fournitures	32 539	23 751	8 788
Total	125 900	<u>64 836</u>	<u>61 064</u>

6.3.1. Comptes de Régularisation

6.3.1.1. Produits d'intérêts post-comptés à recevoir

	<u>2019</u> (en DTS)	<u>2019</u> (en USD)	2019 (en millions de CDF)
Produits d'intérêts post comptés à recevoir	16 609	3 312 952	5 581

Le montant de CDF 5 581 millions représente :

- d'une part, la contrevaleur de DTS 16 609 équivalent à CDF 38 millions des intérêts à recevoir du FMI sur les avoirs en DTS des mois de novembre et décembre 2019, relatifs au trimestre échéant à fin janvier, exigibles début février 2020 ; et,
- d'autre part, USD 3 312 952,05 d'intérêts courus et non échus sur les dépôts à terme auprès des correspondants de la Banque : AFREXIM BANK, EQUITY BANK, AFRILAND FIRST BANK et FBNBANK.

6.3.1.2. Commissions d'exploitation bancaire à recevoir

Il s'agit des produits de commissions non perçus sur les opérations de paiements ordonnés par le Trésor et les établissements de crédit de 2016 et 2017. A fin décembre 2019, le solde du compte n'a pas évolué.

6.3.1.3. Charges des opérations des marchés et d'avance payées ou comptabilisées d'avance

Le compte affiche un solde de CDF 135 millions à fin décembre 2019 contre CDF 83 millions au 31 décembre 2018, soit une hausse de CDF 52 millions. Ce solde représente la charge d'intérêts sur les Bons BCC souscrits en 2019 échéant en 2020.

6.3.1.4. Abonnements payés et comptabilisés d'avance

A fin décembre 2019, ce compte affiche un solde de CDF 112 millions contre CDF 83 millions en 2018, soit une augmentation de CDF 29 millions.

6.3.1.5. Diverses charges payées et comptabilisées d'avance

A fin décembre 2019, ce compte affiche un solde de 11 millions contre CDF 199 millions en 2018.

6.3.2. Comptes d'attente débiteurs

6.3.2.1. Suspens débiteurs

Le poste des suspens débiteurs a progressé de CDF 44 993 millions. Les suspens débiteurs sont passés de CDF 37 899 millions au 31 décembre 2018 à CDF 82 892 millions au 31 décembre 2019 suivant le tableau ci-après :

Comptes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Remboursement des titres du Trésor Public	-	_	-
Suspens débiteurs Etat	63 267	-	63 267
Suspens débiteurs Chambre de Compensation	2 147	2 769	-623
Suspens débiteurs comptes courants	294	214	79
Opérations débitrices en attente	960	-	960
Sommes MAD BCC	16 220	-	16 220
Opérations débitrices en attente BCC	5	-	5
Caisse ME hors Siège	-	-	-
Correspondants Hors Siège	-	34 915	-34 915
Opérations en attente en ME	-	-	-
Total	<u>82 892</u>	<u>37 899</u>	44 <u>93</u>

6.3.2.1.1. Suspens débiteurs Etat

Les différents suspens en rapport aux opérations de l'Etat, antérieures à l'année sous revue, autrefois logés dans les comptes transitoires et de régularisations, après analyse, ont été regroupés dans le compte Suspens débiteurs Etat.

Au 31 décembre 2019, le solde de CDF 63 267 millions est constitué essentiellement des opérations du Trésor Public déversées dans ce compte en régularisation des comptes Correspondant Hors-Siège et Sommes mises à disposition totalisant CDF 55 934 millions ainsi que des encaissements du Trésor comptabilisés en journée complémentaire de CDF 5 820 millions.

Désignation	Solde au 31/12/2019
Débit correspondant Hors-Siège 2018	40 482
Débit sommes mises à disposition TP 2018	15 452
Suspens débiteur Etat 2019	1 513
Opérations en journée complémentaire	5 820
	63 267

Les suspens de CDF 40 482 millions reclassés du compte Correspondants Hors Siège se rapportent aux dépenses de souveraineté pour CDF 23 152 millions, aux crédits documentaires pour CDF 14 158 millions, à la dette extérieure pour CDF 2 658 millions, aux intérêts débiteurs Banque de France pour 340 millions et aux paiements sur cartes de crédit pour CDF 174 millions.

Quant aux suspens reclassés du compte Sommes MAD TP, ils se ventilent à CDF 8 095 millions des travaux publics, CDF 4 233 des crédits documentaires, CDF 1 451 des contributions aux organismes internationaux et paiements des divers abonnements, CDF 1 156 des paiements de la dette extérieure ainsi qu'à CDF 518 des paiements sur cartes de crédit.

6.3.2.1.2. Suspens débiteurs Chambre de compensation

Au 31 décembre 2019, ce compte affiche un solde³ de CDF 2 147 millions contre CDF 2 769 millions à fin décembre 2018, soit une baisse de 623 millions consécutive à la régularisation des opérations.

6.3.2.1.3. Suspens débiteurs Comptes courants

A fin décembre 2019, ce compte affiche un solde de CDF 294 millions contre CDF 214 millions en 2018, soit une hausse de CDF 79 millions.

6.3.2.1.4. Compte Sommes MAD BCC

Compte	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Sommes MAD			
BCC	16.220	-	16.220

Ce compte est utilisé à l'initiation et au dénouement des opérations en monnaies étrangères entre la comptabilité générale et l'auxiliaire Salles des Marchés. Le solde de CDF 16 220 millions qu'affiche le compte au 31 décembre 2019 est formé principalement des opérations de change de CDF 29 214 millions, des paiements orientés chez les correspondants et non confirmés à fin 2019 de CDF 8 233 millions ainsi que des retours de fonds de RTGS de CDF 3 664 million.

6.3.2.1.5. Opérations débitrices

Il s'agit essentiellement des débits reçus des correspondants pour lesquels la Banque ne dispose pas des informations nécessaires sur les donneurs d'ordre ou le bénéficiaire.

Comptes	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Opérations débitrices en attente	960	-	960
Opérations débitrices en attente BCC	5	_	5
Total	965	-	965

Le solde de CDF 965 millions est formé essentiellement de CDF 960 millions soit la contrevaleur de EUR 514 300 représentant notamment les opérations RTGS non confirmées par BRI à fin 2019.

6.3.2.1.6. Correspondant hors siège

Comptes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variati</u>	<u>on</u>
Correspondants hors siège	_	34 915	- 34 9	15

Ce compte est utilisé à l'initiation et au dénouement des opérations en monnaies étrangères entre la comptabilité générale et l'auxiliaire Salles des Marchés. La variation de CDF 34 915 millions est expliquée par l'apurement des suspens y logés, principalement ceux du Trésor public.

³ Il s'agit des opérations doublons enregistrées au RTGS, régularisées en 2020.

6.3.2.2. Débiteurs divers

Comptes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Retraits des fonds en MN à justifier	2 210	332	1 878
Total	<u>2 210</u>	<u>332</u>	<u> 1878</u>

6.3.2.2.1. Retraits de fonds en MN à justifier

Le compte Retraits de fonds en MN à justifier est constitué des encaisses physiques détenues par les caisses auxiliaires.

A la clôture de 2019, ce compte a enregistré une progression de CDF 1 878 millions par rapport à son niveau de 2018. Le solde de CDF 2 210 millions se ventile comme suit :

Caisses	31/12/2019
Caisse Direction des Ressources Humaines	2 203
Caisse Hôtel Des Monnaies	6
Total	1 <u>210</u>

6.3.2.3. Stocks

La valeur des stocks détenus dans les différents magasins au Siège et en Provinces au 31 décembre 2019 est de CDF 32 539 millions contre CDF 23 751 millions au 31 décembre 2018, soit une hausse de CDF 8 788 millions.

Ils comprennent les stocks des billets de banque ainsi que d'autres matières et fournitures détenues dans les différents magasins de la BCC et se détaillent comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Stocks Billets bq & Pce.Monn.	22 727	13 286	9 441
Stocks d'imprimés	94	97	-3
Stocks Matières premières	4 643	5 574	-931
Stocks de Fournitures	4 629	4 369	261
Stocks Matières consommables	255	240	14
Produits finis	156	150	6
Prod semi-finis & prod en cours	35	35	0
Total	<u>32 539</u>	<u>23 751</u>	<u>8 788</u>

6.4. AUTRES ACTIFS DIVERS

Les autres actifs divers ont connu une régression de CDF 43 500 millions, passant de CDF 707 275 millions au 31 décembre 2018 à CDF 663 775 millions au 31 décembre 2019.

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Résultat d'exploitation des exercices antérieurs	333 941	386 565	-52 624
Clients Non bancaires ordinaires en M.N.	4 354	8 997	-4 643
Débours à récupérer sur les banques en liquidation en M.N.	-	-	-
Ecarts de conversion net	312 702	310 934	1 768
Créance à titriser	773	773	-
Chèques et ordre de paiement en M.N à encaisser	6	6	-
Débours à récupérer sur les COOPEC	-	-	-
Débours à récupérer sur sociétés de Micro finance en liquidation	-	-	_
Intérêts à recevoir clients bcaires	12 000	-	12 000
Total	663 775	<u>707 275</u>	<u>-43 500</u>

6.4.1. Résultat d'exploitation des exercices antérieurs

Ce poste est constitué des résultats d'exploitation cumulés non encore pris en charge par l'Etat et s'analyse comme suit :

Rubriques	31/12/2019
Perte de l'exercice 2011	-59 778
Bénéfice de l'exercice 2012	5 281
Perte de l'exercice 2013	-13 299
Perte de l'exercice 2014	-41 971
Perte de l'exercice 2015	-56 073
Perte de l'exercice 2016	-261 761
Bénéfice de l'exercice 2017	41 034
Bénéfice de l'exercice 2018	52 624
Total	<u>-333 941</u>

Ce poste affiche un solde négatif de CDF 333 941 millions au 31 décembre 2019.

6.4.2. Créances sur les clients non bancaires ordinaires en MN

Les créances sur les clients non bancaires ordinaires en MN se chiffrent à CDF 4 354 millions à fin décembre 2019 contre CDF 8 997 millions au 31 décembre 2018, soit une diminution de CDF 4 643 millions.

Le solde au 31 décembre 2019 est constitué principalement des créances sur les clients de l'Hôtel des Monnaies et s'analyse comme suit :

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
CLIENT DIVERS	4	4	0
FINCA	1	1	0
DGRAD	36	35	1
ECOBANK	-6	0	-6
FPI	0	12	-12
HOLOGRAMME	117	54	63
MIN ENS PRIM SEC ET PROF	1 708	3 282	-1 574
MIN FINANCES	1 974	4 861	-2 887
MINESU/SECRETARIAT GENERAL	-	6	-6
PROVINCE DU HAUT KATANGA	87	85	2
PROVINCE DU CONGO CENTRAL	257	0	257
DGDA	-260	43	-303
SOCIETE COMM DES TRANSP	0	33	-33
SONAS	36	140	-104
CENTRE D'EV D'EXP ET DE CERT	158	66	92
OCC	198	303	-105
INSS/CNSS	32	44	-12
CHESD/FARDC	1	1	-
ТМВ	-	27	-27
ARSP	13	-	13
Total	<u>4 354</u>	<u>8 997</u>	<u>-4 643</u>

6.4.3. Débours à récupérer sur les banques en liquidation

Les débours à récupérer sur les banques en liquidation représentent les dépenses relatives à leur liquidation.

A fin 2019, ces débours ont totalement été provisionnés. Ils se ventilent de la manière suivante :

	Mouvement en 2019	<u>Cumul en 2018</u>	Solde au 31/12/2019
Banque	7	9 467	9 474
Banque Congolaise	,	3 407	3 474
Cobac	60	138	199
Fibank SA	707	308	1 014
Autres banques	-	3 151	3 151
Total	774	13 064	18 383

6.4.4 Ecarts de conversion

Comptes	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Ecarts de conversion net	312 702	310 934	1 768
Total	312 702	310 934	1 768

Conformément à l'article 92 de la loi organique n° 18/027 du 13 décembre 2018, les plus ou moins-values de réévaluation de réserves officielles de change sont d'abord comptabilisées en résultat et ensuite présentées en fonds propres.

Cependant, en l'absence de l'activation de l'article 88 de la nouvelle loi susdite, l'article 103 dispose que les règles comptables de la loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 restent d'application. Suivant la loi de 2002, notamment en son article 51, les pertes résultant de tout changement de la valeur des actifs nets de la Banque en or et en monnaies étrangères à la suite de la modification de la parité de l'unité monétaire nationale ou des monnaies étrangères sont à charge de l'Etat.

Les ajustements se rapportant aux différences de conversion dégagées par les avoirs et les engagements en monnaies étrangères à la suite des variations des cours de change demeurent dans ce compte d'attente jusqu'à leur prise en charge par l'Etat.

6.4.5. Créances à titriser

Compte	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Créances à titriser	773	773	-
Total	<u>773</u>	<u>773</u>	-

Ce montant représente la partie de la créance sur l'Etat relative aux pertes et des différences de conversion de 2004 à 2010 non couverte par un titre.

6.4.6. Chèques et ordre de paiement en MN à encaisser

Ce compte n'a pas connu de variation en 2019.

6.4.7. Débours à récupérer sur les COOPEC et Sociétés de Micro finance en liquidation

Ces comptes enregistrent les débours à récupérer relatifs à la liquidation des COOPEC et Sociétés de micro finance.

A la fin de l'exercice 2019, ces débours totalement provisionnés se ventilent comme suit :

	<u>Mouvement</u>		Solde au
	<u>2019</u>	<u>Cumul en 2018</u>	<u>31/12/2019</u>
Débours réc COOPEC liquidat	188	2 726	2 914
Débours réc sté microfi liquid	-	419	419
Total	<u>188</u>	<u>3 145</u>	<u>3 332</u>

6.4.8. Intérêts à recevoir

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Intérêts à recevoir	12 000	-	12 000
Total	12 000	-	12 000

Il s'agit des intérêts sur la créance titrisée non versée par le Trésor et se rapportant à 3 échéances de 2019.

7. ENGAGEMENTS EN MN

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Billets en circulation	1 933 635	1 689 799	243 835
Dépôts en MN des Résidents	1 105 411	796 221	309 189
Dépôts en MN des non-Résidents	77	77	0
Reprise de liquidité	55 000	42 500	12 500
Total	<u>3 094 122</u>	<u>2 528 598</u>	<u>565 524</u>

7.1. Billets en circulation

Compte	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Billets en circulation	1 933 635	1 689 799	243 835

Ce compte représente la valeur des billets mis à la disposition de l'économie.

La variation positive de ce compte à fin 2019 est de CDF 243 835 millions.

7.2. Dépôts en MN des résidents

7.2.1. Dépôts en monnaie nationale des établissements de crédit

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Dépôts en MN des banques agréées	1 081 465	766 307	<u>315 158</u>
Comptes courants des banques agréées	1 081 465	766 307	315 158
<u>Dépôts des autres institutions</u> <u>financières</u>	<u>1 838</u>	<u>1 432</u>	<u>405</u>
Dépôts des autres institutions financières	1 838	1 432	405
Total	1 083 302	767 739	315 563

Le poste « Dépôts en MN des banques agréées » représente les avoirs des banques. A fin 2019, il connait une variation de CDF 315.158 millions par rapport à l'exercice précèdent.

Le poste « Dépôts des autres institutions financières » est constitué des avoirs des autres institutions financières. Comparé à 2018, il a enregistré une hausse de CDF 405 millions.

7.2.2. Autres dépôts en MN des résidents

Les autres dépôts en MN des résidents se résument comme suit :

Comptes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Dépôts en MN de l'Etat	13 631	23 879	-10 247
Comptes du Trésor	2 423	8 812	-6 389
Compte Ordonnateur Délégué	2 423	8 812	-6 389
Comptes des Pouvoirs Publics	2 929	6 049	-3 121
Comptes de Fonds de Contrepartie	8 177	8 177	-
Comptes des Fonds de Contrepartie Générale	804	804	_
Comptes des Fonds de Contrepartie PPTE	7 373	7 373	-
Comptes des Entités Admin Décentralisées	102	840	-738
Dépôts en MN des Entreprises Publiques & Semi- Publiques	8 385	4 544	3 841
Comptes de Dépôts à vue des Eses Publiques & Semi- Publiques	8 385	4 544	3 841
Dépôts en MN du Secteur Privé	92	60	32
Dépôts en MN des Entreprises Privées	92	60	32
Total	22 109	28 483	<u>-6 374</u>

Ce poste a enregistré une régression de CDF 6 374 à fin 2019.

7.2.2.1. Dépôts en monnaie nationale de l'Etat

7.2.2.1.1. Comptes du Trésor

a) Compte Général du Trésor

Le Compte Général du Trésor affiche un solde débiteur (cfr 6.2.1.1).

b) Compte des Ordonnateurs Délégués

Le compte des Ordonnateurs Délégués a enregistré une baisse de CDF 6 389 millions passant de CDF 8 812 millions en 2018 à CDF 2 423 millions en 2019.

7.2.2.1.2. Comptes des Pouvoirs Publics

Ce poste regroupe les comptes des administrations publiques. Il a connu une baisse de CDF 3 121 millions passant de CDF 6 049 millions au 31 décembre 2018 à CDF 2 929 millions au 31 décembre 2019.

7.2.2.1.3. Comptes de Fonds de Contrepartie

Ce poste n'a pas connu de variation.

7.2.2.1.4. Comptes des Entités Administratives Décentralisées

Le poste des Entités Administratives Décentralisées a enregistré à fin 2019 une baisse de CDF 738 millions passant de CDF 840 millions au 31 décembre 2018 à CDF 102 millions au 31 décembre 2019.

7.2.2.2. Dépôts en MN des Entreprises Publiques et Semi-publiques

Les Entreprises Publiques et Semi-publiques ont vu leurs dépôts passer de CDF 4 544 millions au 31 décembre 2018 à CDF 8 385 millions au 31 décembre 2019, soit une variation de CDF 3 841.

7.2.2.3. Dépôts en MN du secteur privé

Ce poste a enregistré une progression de CDF 32 millions passant de CDF 60 millions au 31 décembre 2018 à CDF 92 millions au 31 décembre 2019.

7.3. Dépôts en MN des non-résidents

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Dépôts en MN des Autres Institutions Financières Non-Résidentes			
FMI compte no 1	-	-	-
FMI compte n° 2	1	1	_
Banque Mondiale/AIDA	61	61	-
Banque Mondiale/BIRD	15	16	-1
Sous-total	<u>77</u>	<u>77</u>	-
Dépôts en MN des Organismes internationaux et autres NR			
Dépôts à vue des Organismes internationaux	-	-	-
Sous-total Sous-total	-	_	_
Total	77	<u>77</u>	_

Ce poste n'a pas connu de variation.

7.4. Reprise de liquidités

Ce poste renseigne sur les engagements de la BCC découlant de la souscription par les banques commerciales aux bons BCC émis dans le cadre de la politique monétaire.

Comptes	<u>2019</u>	<u> 2018</u>	<u>Variation</u>
Titres émis à intérêts post-comptés	-	-	-
Billets de trésorerie à intérêts post-comptés	55 000	42 500	12 500
Total	<u>55 000</u>	<u>42 500</u>	<u>12 500</u>

A fin 2019, le compte affiche un solde de CDF 55 000 millions contre CDF 42 500 millions au 31 décembre 2018, soit une ponction de la liquidité de CDF 12 500 millions entre les deux périodes.

Le tableau ci-après donne la situation des reprises suivant la maturité :

<u>Maturité</u>	Encours à fin 2019	<u>%</u>
Bons BCC de 84 jours	23 000	41,82
Bons BCC de 28 jours	18 000	32,73
Bons BCC de 6 jours	14 000	25,45
	<u>55 000</u>	<u>100</u>

8. ENGAGEMENTS EN OR ET MONNAIES ÉTRANGÈRES HORS DTS

Cette rubrique est ventilée comme suit (en millions de CDF) :

Rubriques	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Engagements en OR	-	-	-
Engagements en ME	203 732	121 786	81 945
Total	<u>203 732</u>	<u>121 786</u>	<u>81 945</u>

8.1. Engagements en monnaies étrangères hors DTS

RUBRIQUES	2019	2018	Variation
_			
Engagements à vue en ME envers les résidents	82 683	78 961	3 722
Lori en ME des pouvoirs publics	78 967	76 033	2 934
Lori en ME des Eses publiques et semi-publiques	3 716	2 928	788
Engagements à vue en ME envers les Non-résidents	649	634	15
Lori en ME des autres institutions financ N-R	612	598	14
Lori en ME des organismes internt et autre sN-R	37	36	1
Engagements à C/T en ME envers les Résidents	114 405	36 201	78 203
Emprunts à terme en ME auprès des Banques agréées	114 405	36 201	78 203
Engagements à C/T en ME envers les Non-Résidents	5 995	5 990	5
Provisions reçues crédoc chg couvert Prêts spéciaux	<u>5 995</u>	<u>5 990</u>	5
Total	<u>203 732</u>	<u>121 786</u>	<u>81 945</u>

8.1.1. Engagements a vue en monnaies étrangères envers les résidents

Le solde global des comptes des engagements à vue en monnaies étrangères envers les résidents a connu une augmentation de CDF 3 721 millions, passant de CDF 78 961 millions à fin 2018 à CDF 82 682 millions en 2019. Cette évolution est expliquée par les transactions courantes et les ajustements dus aux variations des cours de change.

8.1.1.1. Lori en monnaies étrangères des pouvoirs publics

Au 31 décembre 2019, ce poste se présente comme suit :

	<u>Devise</u>	2019 (Unité dev)	2018 (Unité dev)	2019 (CDF)	2018 (CDF)	<u>Variation</u>
Placement ME CD2	USD	-	30 000 000		49 068,46	-49 068
Gestion des composantes 2,3 et 4 B	USD	275	275	-	-	-
Projet de renforcement des capacités en gouvernance	USD	1 196	1 196	2	2	-
CITY SUBVENTION C2D RETROCESSION USD	USD	28 859 252	16 464 419	48 279	26 929	21 350
CITY FONDS MINIERS USD	USD	18 096 742	-	30 275	-	30 275
C 2D EUR Subvention rétrocession	EUR	201 578	-	376		376
Fonds de roulement du Ministère de la Défense	USD	18 499	18 499	31	30	1
Ministère de l'environnement et conservation de la nature	EUR	1 268	1 268	2	2	-
Total				<u> 78 966</u>	<u>76 033</u>	<u>2 933</u>

En augmentation:

- les approvisionnements du compte Fonds miniers pour les générations futures de USD 18 096 741,93. Ce montant est logé pour USD 13 274 536,86 auprès de la CITI BANK, USD 4 811 241,45 USD auprès de la BRI pour compte du Système National des Paiements et USD 10 963,57 à la RAWBANK;
- les approvisionnements du compte C2D pour USD 913 481,68 ;
- la subvention obtenue de la FED de EUR 201 578 ;
- les intérêts sur le placement C2D pour USD 841 352,86.

En diminution:

- les divers décaissements et avances en faveur des fournisseurs et prestataires de services des projets C2D pour USD 32 220 538,07;
- les frais bancaires et de transfert pour USD 88 689,02.

8.1.1.2. Lori en monnaies étrangères des entreprises publiques et semi-Publiques

Ces engagements se ventilent de la manière suivante :

Rubriques	Devise	2019	2018	2019	2018	<u>Variation</u>
-		<u>(Unité</u> <u>dev)</u>	<u>(Unité</u> <u>dev)</u>	(CDF)	(CDF)	
Placement Caisse Retraite	USD	1 963 348	1 206 472	3 285	1 973	1 311
Société Nationale d'électricité	USD	19 868	19 868	33	32	1
Commissariat général à l'énergie atomique	USD	14	14	-	_	_
Société Nationale d'assurance	USD	667	667	1	1	_
Relance Miba	USD	687	687	1	1	-
BCC/Caisse de retraite USD	USD	216 441	475 692	362	778	-416
Société Nationale d'assurance	EUR	130	130	-	-	-
Micro finance DSIF	USD	20 218	86 493	34	141	-108
Total				<u>3 716</u>	<u>2 928</u>	<u>788</u>

En augmentation:

- le flux annuel d'achat de devise par la caisse de retraite pour USD 7 792 919,65 ;
- la comptabilisation du supplément du dépôt à terme de la Caisse de retraite auprès de la RawBank pour USD 158 509,84 et de celui auprès d'Equity Bank pour USD 598 365,42;
- les reversements de trop-perçus au compte de la microfinance pour USD 8 065,00.

En diminution:

- le volume cumulé des prêts octroyés aux agents de la BCC par la caisse de retraite pour USD 8 033 021 ;
- les mises à disposition de fonds au profit de la Microfinance pour réalisation des diverses activités (Formation, Publication des travaux, participations aux séminaires et paiements des prestataires) de l'ordre de USD 74 340 ;
- le paiement par la caisse de retraite de l'allocation unique et des frais de tenue de compte pour USD 19 150.

Afin d'améliorer la traduction comptable des opérations de la Caisse de Retraite qui demeurent perfectible, des études et procédures sont en cours d'élaboration (*cfr* annexe 5).

8.1.2. Engagements à vue en monnaies étrangères envers les non-résidents

8.1.2.1. Lori en monnaies étrangères des autres institutions financières Nonrésidentes

	Devise	<u>2019</u>	<u> 2019</u>	<u> 2018</u>	Variation
		(Unité dev)	(CDF)	(CDF)	
Miga filiale Banque Mondiale	USD	365 716	612	598	14
Total			612	598	14

La position de ce compte n'a pas évolué entre les deux périodes. L'écart observé est expliqué par la variation du cours de change.

8.1.2.2. Lori en monnaies étrangères des organismes internationaux et autres non-résidents

Ce poste comprend les engagements suivants :

	<u>Devise</u>	2019 (Unité dev)	2018 (Unité dev)	2019 (CDF)	2018 (CDF)
Société générale de surveillance	CHF	7 664	7 664	13	13
Chambre de compensation des Etats Afrique Centrale	XAF	74 205	74 205	-	-
Chambre de compensation des Etats Afrique Centrale	USD	1 352	1 352	2	2
Association des banques centrales caisse commune	USD	2 000	2 000	3	3
Ambassade d la République pop de chine Complexe sucrière Lotokila	USD	10 965	10 965	18	18
Total				<u>37</u>	<u>36</u>

Ces engagements sont restés inchangés sur la période sous revue.

8.1.3. Engagements à court terme envers les résidents

Ce poste enregistre les emprunts à court terme en ME de la BCC auprès des banques agréées.

	Devise	<u> 2019</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
		<u>(Unité dev)</u>	<u>(Unité dev)</u>	(CDF)	(CDF)
Avance RAWBANK	USD	68 385 127	22 133 193	114 405	36 201
Total				<u>114 405</u>	<u>36 201</u>

Au 31 décembre 2019, le solde de CDF 114 405 millions est la contrevaleur de USD 68 385 127,07 comme emprunts de la Banque contracté auprès de la RAWBANK.

8.1.4. Engagements à court terme en monnaies étrangères envers les nonrésidents

Cette rubrique renferme les provisions reçues en couverture des crédits documentaires des prêts spéciaux belges.

	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Prov. Reçues crédocs à change			
couvert prêts spéciaux	5 995	5 990	5

La variation observée dans ce compte résulte de la variation des cours de change. Au 31 décembre 2019, le solde de ce compte est ventilé comme suit :

	<u>Devise</u>	2019 <u>(Unité dev)</u>	2018 <u>(Unité dev)</u>	2019 (CDF)	2018 (CDF)
Gécamines P. 10	EUR	15 022	15 022	28	28
Réhabilitation Kilo Moto P. 11	EUR	19 799	19 799	37	37
ONATRA	EUR	2 230	2 230	4	4
SNCC P . 15	EUR	525 520	525 520	981	980
SNEL P. 15	EUR	515 726	515 726	962	961
Projet LIKASI	EUR	13 809	13 809	26	26
OCPT P. 15	EUR	2 107 095	2 107 095	3 932	3 928
REGIDESO	EUR	13 831	13 831	26	26
Total		<u>3 213 032</u>	<u>3 213 032</u>	<u>5 995</u>	<u>5 990</u>

9. ENGAGEMENTS EN DTS

Cette rubrique comprend:

- les engagements en DTS de la RDC vis-à-vis du FMI constitués des allocations cumulatives et de l'encours du prêt FRPC ;
- les créances en DTS des autres institutions financières non-résidentes sur la BCC résultant des arriérés de paiement.

Ces engagements se présentent comme suit :

	2019 (en DTS)	2018 (en DTS)	2019 (CDF)	2018 (CDF)
Engagements en DTS envers le FMI	816 951 257	603 370 657	1 886 150	1 368 934
Allocations cumulatives nettes	510 856 857	510 856 857	1 179 449	1 159 038
Prêt Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance	306 094 400	92 513 800	706 701	209 896
Engagements en DTS autres				
Institutions financières Non- Résidentes	3 859 496	3 859 496	8 911	8 756
RWANDA	908 973	908 973	2 099	2 062
BURUNDI	2 950 523	2 950 523	6 812	6 694
Total			1 895 061	1 377 691

9.1. Engagements en DTS envers le Fonds Monétaire International

Les engagements en DTS envers le Fonds Monétaire International sont constitués des allocations cumulatives (Engagements perpétuels) et du prêt facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Le solde du compte allocations cumulatives est resté inchangé durant la période sous examen. Celui du compte prêt FRPC est passé, d'une année à l'autre, de DTS 92 513 800 à DTS 306 094 400, soit une augmentation de DTS 213 580 600. Cette augmentation s'explique par l'obtention d'une nouvelle ligne de crédit de DTS 266 500 000 et les remboursements du prêt de l'ordre de DTS 52 919 400.

9.2. Engagements en DTS envers les autres institutions financières non-résidentes

En attendant la mise en place d'un mécanisme de règlement, les arriérés des paiements des soldes de compensation dus par la BCC aux banques partenaires dans le cadre de l'arrangement monétaire du CEPGL demeurent inchangés au 31 décembre 2019. Ils se chiffrent respectivement pour la Banque Nationale du Rwanda et la Banque de la République du Burundi à DTS 908 973,35 et DTS 2 950 522,99.

10. AUTRES PASSIFS

Ce chapitre enregistre les engagements de la Banque vis-à-vis des tiers avec un accroissement de CDF 501 839 millions sur le poste autres passifs divers. Ces engagements se ventilent comme suit :

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Engagements divers	46 643	23 005	23 638
Régularisations et suspens	37 242	39 772	-2 530
Autres passifs divers	502 443	604	501 839
Total	586 327	<u>63 381</u>	<u>522 946</u>

10.1 Engagements divers

	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Engagements divers en MN			
Envers le personnel	1 249	296	952
Rémunérations dues au Personnel	847	229	618
Rentes dues au personnel passif	402	68	334
Gratifications dues au personnel	1	-	
Envers le personnel (C/T)	100	9	91
Ordres permanents de transfert	-	1	_
Cautionnements du personnel	99	-	99
Cotisation caisse de retraite	-	8	-8
Remboursement prêts Caisse de Retraite	1	-	1
Envers les banques agréées	<u>276</u>	<u>285</u>	<u>-10</u>
Intérêts sur BTR	276	285	-10
Envers l'Etat	4 760	<u>5 856</u>	<u>-1 096</u>
Impôts directs	2 833	2 476	356
TVA collectée	1 927	2 890	-963
TVA collectée Fournisseurs Non-Résidents	-	101	-101
TVA à régulariser	-	287	-287
IPB/Impôt prof sur les bénéfices prest NR	-	102	-102
Envers les Entrep. Publ. et semi-publ.	<u>1 509</u>	<u>539</u>	<u>969</u>
INSS Quote-part patronale	1 026	327	699
INSS Quote-part personnel	255	-	255
INPP	214	205	9
ONEM	14	7	7
Envers les entreprises privées	<u>16</u>	<u>7 036</u>	<u>-7 020</u>
Fournisseurs ordinaires/entreprises privées MN	-	7 023	-7 023
Cautionnements à MT en MN reçus des Eses priv	16	13	3
Envers les particuliers	<u>1 621</u>	<u>1 585</u>	<u>36</u>
Fournisseurs dette interne	1 621	1 585	36
Cautionnements à MT en MN reçus des Particuliers	_	_	-
Sous-total	<u>9 530</u>	<u>15 607</u>	<u>-6 077</u>
Engagements divers en ME			
Fournisseurs ordinaires/entreprises privées ME	_	1 319	-1 319
Emprunts MT en ME/Caisse Retraite	25 425	_	25 425
Garanties à LT en ME reçues des Entreprises	25	_	25
privées			
Cautionnements à LT en ME reçus des Eses priv.	1 944	1 972	-28
Garanties à MT en ME reçues des Banques agréées		1	
Fournisseurs ord./Autres non-résidents en ME	9 718	4 106	5 612
Sous-total	37 112	<u>7 398</u>	<u>29 714</u>
Total	46 643	23 005	23 638

10.1.1. Engagements divers en MN

10.1.1.1. Engagements divers à vue en MN envers le personnel

Cette rubrique a totalisé CDF 1 249 millions au 31 décembre 2019 contre CDF 296 millions au 31 décembre 2018, soit une hausse de CDF 952 millions.

10.1.1.2. Engagements divers à CT en MN envers le personnel

A fin 2019, le poste affiche un solde de CDF 100 millions expliqué essentiellement par les cautionnements constitués en faveur des caissiers.

10.1.1.3. Engagements divers à CT en MN envers les banques agréées

Ces engagements sont constitués des intérêts à payer sur l'encours des Bons BCC de CDF 55 000 millions (*cfr* 7.4). Ils se situent à CDF 276 millions à fin 2019.

10.1.1.4. Engagements divers à CT en MN envers l'Etat

Ces engagements relatifs à l'impôt direct sur la rémunération du personnel (IPR) ainsi qu'aux autres impôts indirects dus à l'Etat (TVA et IPB) se sont situés à CDF 4 760 millions à fin 2019 contre CDF 5 856 millions à fin 2018, soit une baisse de CDF 1 096 millions.

10.1.1.5. Engagements divers à CT en MN envers les entreprises publiques et semi-publiques

Ce poste est constitué des engagements envers la CNSS, l'INPP et l'ONEM. Il affiche une variation positive de CDF 969 millions, passant de CDF 539 millions au 31 décembre 2018 à CDF 1 509 millions au 31 décembre 2019. Ce solde est à dénouer en janvier 2020.

10.1.1.6. Engagements divers à CT en MN envers les entreprises Privées

Il s'agit essentiellement des dettes envers les fournisseurs des biens et/ou des services. Au 31 décembre 2019, ces engagements affichent un solde de CDF 16 millions contre CDF 7 036 millions à fin 2018, soit une diminution de CDF 7 020 millions.

10.1.1.7. Engagements divers à CT en MN envers les particuliers

Ce poste est constitué des engagements envers les fournisseurs résidents en MN. A fin 2019, il affiche un solde de CDF 1 621 millions soit la contrevaleur de USD 969 014,41. La variation constatée résulte de l'ajustement de la position en devise au regard du cours de change.

10.1.2. Engagements divers en ME

Compte	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Engagements divers en ME			
Fournisseurs ordinaires/entreprises privées ME	0	1 319	-1 319
Frs ordinaires/ Autres N-Résidents ME	9 718	4 106	5 612
Emprunts MT en ME/Caisse Retraite	25 425	-	25 425
Cautionnements à LT en ME reçus des Eses priv.	1 944	1 972	-28
Garanties à LT en ME reçues des Entreprises privées	25	-	25
Garanties à MT en ME reçues des Banques agréées	1	1	_
Total	37 112	7 398	29 714

10.1.2.1. Fournisseurs ordinaires/Entreprises privées en ME

A fin décembre 2019, le solde de ce compte est nul.

10.1.2.2. Fournisseurs ordinaires/Autres NR en ME

A fin décembre 2019, le solde de ce compte est de CDF 9 718 millions contre CDF 4 106 millions en 2018 soit une augmentation de CDF 5 612 millions et se ventile comme suit :

Noms des fournisseurs	<u>Solde</u>
GIESECCKE & DEVRIENT CURRENCY TECHNOLOGY	9 718
Total	<u>9 718</u>

Ce solde représente le montant restant à payer sur le contrat 2019 d'acquisition des billets de banque des coupures de 50 FC, 100 FC, 200 FC et 500 FC.

10.1.2.3. Emprunts à MT ME auprès de la Caisse de Retraite

Comptes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
	(USD)	<u>(USD)</u>	(CDF)	(CDF)
Emprunts à MT ME/caisse de Retraite	15 197 602	_	25 425	
Total	<u>15 197 602</u>	-	<u>25 425</u>	-

Ce compte enregistre les fonds provenant de la Caisse de Retraite en vue de l'octroi des prêts au personnel de la Banque.

Au 31 décembre 2019, le solde du compte s'élève à CDF 25 425 millions, soit l'équivalent de USD 15 197 601,92.

10.1.2.4. Cautions à LT ME reçues des Entreprises privées

Ce compte enregistre les cautions reçues des bureaux de change et messageries financières avant leur agrément par la Banque Centrale du Congo.

Compte	2019	2018	2019	2018
	(USD)	(USD)	(CDF)	(CDF)
Cautions à LT ME reçues des Entreprises privées	1 161 920	1 205 420	1 944	1 972

Le montant de CDF 1 944 millions représente la contrevaleur de USD 1 161 920 des cautions détenues par la Banque au 31.12.2019.

10.1.2.5. Garanties à LT ME reçues des Banques

Ce compte enregistre les garanties à long terme reçues des banques.

Comptes	2019 (USD)	2018 (USD)	2019 (CDF)	2018 (CDF)
Garantie à LT ME reçues des banques	15 000	_	25	_

Au 31 décembre 2019, le compte affiche le solde de CDF 25 millions, équivalent de USD 15 000, reçus de la Sofibanque au titre de garantie locative de l'ancien bâtiment administratif de la Direction Provinciale de Lubumbashi.

10.2. Régularisations et suspens du passif

Le poste des régularisations et suspens a enregistré une baisse de CDF 2 530 millions, passant de CDF 39 772 millions au 31 décembre 2018 à CDF 37 242 millions au 31 décembre 2019.

Comptes	2019	2018	Variation
REGULARISATION	1 533	3 654	-2 120
Intérêts à payer sur les opérations bancaires	1 533	3 654	-2 120
SUSPENS	35 708	36 118	-410
Créditeurs divers	9 633	5 449	4 184
Virements bancaires retournés	7 361	4 321	3 040
Sommes mises à disposition en MN	1 689	794	895
Suspens créditeurs Chambre de Compensation	582	333	249
Supens créditeurs comptes courants	1	1	-
Comptes passerelles	26 075	30 669	-4 593
Encaissement /paiement BCC à régulariser	15 743	5 368	10 374
Sommes MAD BCC	0	13 822	-13 822
Sommes MAD Trésor Public	3 758	2 726	1 033
Opérations créditrices en attente en ME	6 574	8 752	-2 178
Opérations créditrices en attente BCC	-	-	-
Total	<u>37 242</u>	<u>39 772</u>	<u>-2 530</u>

10.2.1. Régularisation

10.2.1.1. Intérêts à payer sur les opérations bancaires

Compte	<u>2019</u>	<u>2018</u>	2019 <u>(en millions de</u> <u>CDF)</u>	2018 (en millions de CDF)
Intérêts à payer sur les opérations bancaires (DTS)	664 141	916 435	1 533	3 654

Le montant de CDF 1 533 millions, soit DTS 664 141, représente les commissions à payer sur les allocations cumulatives nettes courues et non échues des mois de novembre et décembre 2019.

10.2.2. Suspens

10.2.2.1. Créditeurs divers

Comptes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Virements bancaires retournés	7 361	4 321	3 040
Sommes mises à disposition en MN	1 689	794	895
Suspens créditeurs Chambre de Compensation	582	333	249
Suspens créditeurs Comptes Courants	1	1	_
Total	<u>9 633</u>	<u>5 449</u>	4 184

10.2.2.1.1. Virements bancaires retournés

A fin 2019, le compte affiche un solde de CDF 7 361 millions représentant les ordres de paiements émis au profit des bénéficiaires titulaires des comptes auprès des banques commerciales mais retournés pour complément d'informations.

10.2.2.1.2. Sommes mises à disposition en MN

Le solde de ce compte est passé de CDF 794 millions au 31 décembre 2018 à CDF 1 689 millions au 31 décembre 2019, soit une hausse de CDF 895 millions.

Il s'agit des crédits des tiers en attente de retrait dans les différentes entités provinciales de la BCC et se ventile comme ci-dessous :

Intitulé compte	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Commos MAD Clients Cotos	049	384	F65
Sommes MAD Clients Cptes Sommes MAD Clients Occasion	741	411	330
Total	1 689	794	895

10.2.2.1.3. Suspens créditeurs Chambre de Compensation

Le compte affiche un solde de CDF 582 millions au 31 décembre 2019 contre CDF 333 millions à fin 2018 lié aux opérations en suspens sur ATS.

10.2.2.1.4. Suspens créditeurs Compte Courant

Le solde du compte n'a pas évolué en 2019.

10.2.2.2. Comptes passerelles

Comptes	2019	<u> 2018</u>	<u>Variation</u>
Encaissement /paiement BCC à régulariser	15 743	5 368	10 375
Sommes MAD BCC	-	13 822	-13 822
Sommes MAD Trésor public	3 758	2 726	1 033
Opérations créditrices en attente en ME	6 574	8 752	-2 178
Opérations créditrices en attente BCC	-	-	_
Total	<u> 26 075</u>	<u>30 669</u>	<u>-4 593</u>

10.2.2.2.1. Encaissements/paiements BCC à régulariser

Le solde de ce compte est passé de CDF 5 368 millions au 31 décembre 2018 à CDF 15 743 millions à fin décembre 2019, soit une hausse de CDF 10 375 millions.

10.2.2.2.2. Sommes MAD BCC

Compte	2019	2018	Variation
Sommes Mise à Disp Trésor pubic	_	13 822	-13 822

10.2.2.2.3. Sommes MAD Trésor Public

Compte	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Sommes Mise à Disp Trésor pubic	3 758	2 726	1 033

Ce compte est utilisé à l'initiation et au dénouement des opérations en monnaies étrangères entre la comptabilité générale et l'auxiliaire Salles des Marchés. Le solde de CDF 3 758 millions est formé des divers paiements effectués pour compte du Trésor Public dont la Banque attend des titres de régularisation ainsi que des paiements orientés chez les correspondants et non confirmés à fin 2019.

10.2.2.2.4. Opérations créditrices en attente en ME

	<u>31/12/2019</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>Variation</u>
Opérations créditrices en attente en ME	6 574	8 752	-2 178

Le solde de CDF 6 574 millions est la contrevaleur de USD 3 755 932,45 et EUR 155 857,44 représentant les montants reçus des tiers dont la Banque attend de connaître les bénéficiaires finaux.

10.3. Autres passifs divers

Les autres passifs divers ont connu une variation de CDF 501 839 millions expliquée essentiellement par l'accroissement des comptes Lori ME des établissements de crédit par la suite du lancement de la compensation en monnaie étrangère.

Comptes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Autres passifs divers			
Recouvrement des banques en liquidation	517	517	-
Chèques internes à payer	111	1	111
Recouvrement COOPEC et Sté Microfin liq	5	5	-
Cptes Lori ME des Ets de crédit	501 810	82	501 728
Toal	<u>502 443</u>	<u>604</u>	<u>501 839</u>

10.3.1. Recouvrement des banques en liquidation

Ce compte qui reprend le recouvrement des créances des banques en liquidation n'a pas connu de variation sur la période.

10.3.2. Chèques internes à payer

Au 31 décembre 2019, le compte affiche un solde de CDF 111 millions de paiements à exécuter à la caisse auxiliaire à dénouer en janvier 2020.

10.3.3. Recouvrement COOPEC et Sociétés de micro finance en liquidation

Ce compte n'a pas connu de variation en 2019.

10.3.4. Compte Lori ME des établissements de crédit

Ce compte enregistre les dépôts en ME des banques agréées dans le cadre du système national de paiement RTGS.

Comptes	2019 (USD)	2018 (USD)	2019 (CDF)	2018 (CDF)
Lori Me des Etablissement de crédit				
- Avoirs en USD	276 353 631	50 016	462 325	82
- Avoirs en EUR	21 161 856	-	39 485	
Total			<u>501 810</u>	<u>82</u>

Au 31 décembre 2019, il affiche un solde de CDF 501 810 millions, soit la contrevaleur de USD 276 353 631 et EUR 21 161 856, représentant la part des banques agréées dans les avoirs du système.

11. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La rubrique des provisions a baissé de CDF 4 806 millions, passant de CDF 72 506 millions au 31 décembre 2018 à CDF 67 700 millions au 31 décembre 2019 tel que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Comptes	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Provisions pour amendes et pénalités		59 115	-59 115
Provisions pour litiges	58 072	-	58 072
Provisions pour indemnités de fin de carrière	8 859	12 764	-3 905
Autres provisions pour risques	769	627	142
Total	<u>67 700</u>	<u>72 506</u>	<u>-4 806</u>

11.1. Provision pour litige

Les provisions pour litiges comptabilisées autrefois comme amendes et pénalités ont fait l'objet de reclassement dans le compte approprié.

11.2. Provision pour indemnité de fin de carrière

Le montant de CDF 8 859 millions comptabilisé en provision de fin de carrière correspond à l'estimation de la provision de départ à la retraite des agents éligibles au départ à la retraite au cours de l'année 2020.

Se référant à l'IAS 19, cette provision se chiffrerait à CDF 286 281 millions. Ce montant correspond à l'engagement réel de la BCC vis-à-vis de tout son personnel à fin 2019.

12. FONDS PROPRES

Les fonds propres de la Banque sont constitués du capital, de la réserve spéciale, de la réserve générale ainsi que des plus-values de réévaluation des immobilisations.

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Capital	_	-	_
Réserve spéciale	43	43	_
Plus-values de réévaluation sur immobilisations	235 332	235 332	-
Total	235 376	235 376	-

Au 31 décembre 2019, ce poste n'a subi aucune modification.

L'article 6 de la loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale prévoit de doter la Banque d'un capital de 213 milliards de CDF entièrement souscrit par l'État. A ce jour, les modalités de cette souscription ne sont pas encore finalisées.

Bien que les discussions entre la Banque et l'État soient avancées dans le cadre de la résolution de cette problématique de recapitalisation de la Banque, à fin décembre 2019, les modalités de souscription de ce capital ne sont pas encore déterminées par les parties.

13. RESULTAT DE L'EXERCICE

Au 31 décembre 2019, le résultat de l'exercice s'est soldé par un bénéfice de CDF 11 841 millions.

14. COMPTES HORS BILAN

Les comptes hors bilan sont subdivisés en deux grands postes, à savoir :

- les comptes sur les billets et monnaies ;
- les comptes d'engagements.

Rubriques	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Billets et Monnaies	10 038 130	9 060 939	977 191
Engagements donnés	635 885	42 944	592 941
Engagement reçus	611 277	53 458	557 820
Autres engagements internes MN	30	30	_
Total	11 285 323	9 157 371	2 127 952

Les billets et monnaies, les engagements donnés et reçus ont connu une variation positive respectivement de CDF 977 191 millions, CDF 592 941 millions et CDF 557 820 millions.

14.1. Billets et monnaies

Le poste des billets et monnaies retrace la situation des numéraires en monnaie nationale en rapport avec les billets créés, les envois de fonds, les encaisses, les retraits et versements ainsi que les billets détruits.

Il comprend les comptes de trésorerie ci-après :

Postes	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Encaisses	596 697	609 394	-12 697
Billets de banque détruits	1 477 683	1 098 581	379 102
Retraits/versements des fonds	7 963 751	7 352 964	610 786
Solde	10 038 130	9 060 939	<u>977 191</u>

De la lecture du tableau ci-dessus, les encaisses s'analysent comme suit 4 :

Intitulé du compte	2019	2018	<u>Variation</u>
Billets de banque créés	-4 008 014	-3 397 774	-610 240
Billets de banque détruits	1 477 683	1 098 581	379 102
Retraits/versements des fonds nets	1 933 635	1 689 799	243 835
Encaisses	<u>-596 697</u>	<u>-609 394</u>	<u>12 697</u>

14.1.1. Billets de banque créés

Compte	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Billets de banque créés	4 008 014	3 397 774	610 240

Par rapport à l'exercice 2018, il se dégage une augmentation des billets créés de l'ordre de CDF 610240 millions.

La variation des émissions par coupures sur les deux périodes se présente comme cidessous :

Coupures émises	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>	<u>%</u>
20000 CDF	588 006	434 006	154 000	25
10000 CDF	612 100	444 100	168 000	28
5000 CDF	502 750	415 250	87 500	14
1000 CDF	843 140	735 020	108 120	18
500 CDF	1 047 977	969 202	78 775	13
500 CDFCOM	20 300	20 300	0	0
200 CDF	180 230	171 990	8 240	1
100 CDF	138 274	135 076	3 198	1
50 CDF	62 190	59 783	2 407	0
20 CDF	9 404	9 404	0	0
10 CDF	2 825	2 825	0	0
5 CDF	531	531	0	0
1 CDF	101	101	0	0
50 CC	122	122	0	0
20 CC	38	38	0	0
10 CC	19	19	0	0
5 CC	8	8	0	0
1 CC	0	0	0	0
Total Emissions	4 008 014	3 397 774	610 240	100

⁴ Dans ce tableau, le retrait/versement net correspond à la différence entre les soldes débiteur et créditeur des différents comptes de retrait/versement.

55

Les émissions de 2019 ont été réalisées pour 53 % dans les coupures de CDF 20.000 et CDF 10.000, 32 % en CDF 5.000 et CDF 1.000, 13 % en CDF 500.

14.1.2. Billets de banque détruits

Comptes	<u>31/12/2019</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>Variation</u>
Billets détruits	1 477 683	1 098 581	379 102

L'évolution des destructions des billets de banque par coupure à fin 2019 se présente de la manière suivante :

Coupures détruites	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>	<u>%</u>
20000 CDF	46 855	31 097	15 758	4
BIP20000	44 960	10 348	34 612	9
20000 CDM	1	1	-	-
10000 CDF	58 252	35 428	22 824	6
BIP10000	41 995	11 335	30 660	8
10000 CDM	1	1	-	-
5000 CDF	71 430	44 962	26 468	7
BIP5000	37 365	17 503	19 863	5
5000 CDM	-	-	-	_
1000 CDF	88 042	37 690	50 352	13
BIP1000	82 413	32 251	50 162	13
1000 CDM	-	-	-	-
500 CDF	491 189	428 366	62 823	17
500 CDM	18	18	-	0
BIP500	243 406	199 300	44 107	12
500 CDFCOM	-	-	-	-
200 CDF	91 890	81 964	9 926	3
BIP200	30 244	27 064	3 180	1
200 CDM	-	-	-	-
100 CDF	105 549	101 549	4 001	1
BIP100	4 071	3 174	897	_
100 CDM	-	-	-	_
50 CDF	30 791	27 648	3 143	1
BIP50	291	18	273	-
50 CDM	-	-	-	-
20 CDF	7 181	7 136	45	-
BIP20	1	0	1	-
10 CDF	1 398	1 391	7	-
BIP10	-	-	-	-
5 CDF	169	169	-	-
1 CDF	59	59	-	-
50 CC	73	73	-	-
20 CC	23	23	-	-
10 CC	11	11	-	-
5 CC	5	5	-	-
1 CC	-	-	-	_
Total Destructions	1 477 683	1 098 581	<u>379 102</u>	100

Le volume des destructions des billets de banque s'est accru en 2019, passant de CDF 1 098 581 millions à CDF 1 477 683 millions, soit une variation de CDF 379 102 millions.

14.1.3. Retraits/Versements

Comptes	31/12/2019	<u>%</u>	31/12/2018	<u>%</u>	<u>Variation</u>
					4-4 604
Retr/Versement bil.bques agr	-6 008 917	-311	-5 537 292	-328	-471 624
Retr/Versement Billets Etat	5 511 430	285	5 059 528	299	451 902
Retr/Versement Billets BCC	-21 199	-1	-125 873	-7	104 673
Retr/Versement.Bil autr.tiers	2 274 644	118	2 115 760	125	158 884
Retr/ver Migration juin 07	177 677	9	177 677	11	0
Total	1 933 635	<u>100</u>	1 689 799	100	243 835

Ce poste est le reflet des billets en circulation et résume le solde net des mouvements créditeurs et débiteurs des comptes.

A fin 2019, il dégage globalement une progression de CDF 243 835 millions reflétant la masse des billets mis en circulation au cours de la période sous revue.

14.1.4. Encaisses en MN

Intitulé	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>	<u>%</u>
Encaisses	596 697	609 394	-12 697	-2

Les encaisses en MN ont régressé de CDF 12 697 millions, soit une diminution de 2% par rapport à leur niveau de 2018.

Elles se détaillent par compte comme suit :

Comptes	31/12/2019	<u>%</u>	31/12/2018	<u>%</u>	<u>Variation</u>
Caisse principale	596 697	100	609 228	100	-12 531
Encaisse à détruire	-	-	166	-	-166
TOTAL	596 697	100	609 394	100	-12 697

A fin 2019, il se dégage une diminution de CDF 12 531 millions dans la caisse principale et de CDF 166 millions dans l'encaisse des billets à détruire.

L'encaisse globale de la BCC au 31 décembre 2019 ventilée par coupures (*point a*) et par entité (*point b*) se présente comme suit :

a) Situation des encaisses globales par coupure

Coupures	2019	<u>%</u>	2018	<u>%</u>	Variation
CDF 20000	114 692	19	84 430	14	30 262
CDFM20000	1	-	-	-	-
BIP20000	120	-	9 602	2	-9 482
CDF 10000	92 017	15	79 744	13	12 273
CDFM10000	1	-	-	-	1
BIP10000	305	-	7 600	1	-7 295
CDF 5000	125 902	21	116 243	19	9 659
CDFM 5000	-	-	-	-	-
BIP5000	505	-	8 700	1	-8 195
CDF 1000	112 628	19	111 240	18	1 388
CDFM 1000	-	-	-	-	-
BIP1000	1 082	-	5 100	1	-4 018
CDFCOM 500	30	-	30	-	-
CDF 500	99 889	17	128 463	21	-28 575
CDFM 500	-	-	-	-	-
BIP500	4 458	1	2 467	-	1 991
CDF 200	23 533	4	30 641	5	-7 109
CDFM 200	-	-	-	-	-
BIP200	2 116	-	-	-	2 116
CDF 100	7 550	1	10 939	2	-3 388
CDFM 100	-	-	-	-	-
BIP100	682	-	-	-	682
CDF 50	10 292	2	13 999	2	-3 707
CDFM 50	-	-	-	-	-
BIP50	766	-	13	-	753
CDF 20	77	-	123	-	-46
CDFM 20	-	-	_	-	_
CDF 10	50	-	57	-	-7
CDFM 10	-	-	-	-	-
BIP10	-	-	-	-	-
CDFM 10	-	-	_	-	_
CDF 5	-	-	-	-	-
CDF 1	-	-	_	-	_
CDFM 1	-	-	_	_	_
CDF 05	-	-	-	-	-
CDF 02	-	-	-	-	-
CDFM 02	-	-	-	-	-
CDF 01	-	-	-	-	-
CDFM 01	-	-	-	-	-
CDF 005	-	-	-	-	-
CDF 001	_	-	-	-	-
Total	<u>596 697</u>	<u>100</u>	609 394	<u>100</u>	-12 697

b) Situation comparée des encaisses par entité

Ν°	<u>Entités</u>	31/12/2019	<u>31/12/2018</u>	<u>Variation</u>
1	Kinshasa	104 063	115 976	-11 913
2	Bandundu	22 321	27 154	-4 834
3	Kikwit	18 293	12 354	5 939
4	Inongo	2 463	3 211	-748
5	Bukavu	24 114	18 973	5 142
6	Uvira	2 527	2 074	453
7	Goma	19 974	26 984	-7 010
8	Beni	8 697	2 286	6 411
9	Butembo	4 266	6 526	-2 260
10	Kananga	15 427	19 156	-3 729
11	Ilebo	5 040	4 757	283
12	Tshikapa	7 598	4 639	2 959
13	Kindu	5 412	6 884	-1 472
14	Kisangani	43 695	52 993	-9 298
15	Buta	3 719	5 156	-1 437
16	Bunia	9 636	8 960	676
17	Isiro	1 736	3 385	-1 649
18	Lubumbashi	139 241	123 317	15 925
19	Kalemie	3 331	4 252	-920
20	Kamina	10 917	9 650	1 266
21	Kasumbalesa	11 814	5 976	5 839
22	Kolwezi	10 056	3 194	6 862
23	Kongolo	7 741	7 585	156
24	Likasi	6 758	1 449	5 309
25	Fungurume	7 052	6 822	230
26	Matadi	23 971	11 520	12 450
27	Boma	7 758	26 808	-19 050
28	Mbanza-Ngungu	1 916	5 976	-4 060
29	Muanda	2 265	927	1 338
30	Mbandaka	14 544	17 027	-2 483
31	Boende	1 545	2 219	-675
32	Bumba	14 892	9 993	4 899
33	Gbadolite	1 476	2 941	-1 465
34	Gemena	6 875	3 840	3 035
35	Zongo	467	2 186	-1 719
36	Mbuji-Mayi	17 605	36 646	-19 040
37	Kabinda	4 867	2 343	2 524
38	Lodja	198	374	-177
39	Mwene-Ditu	2 427	2 880	-453
Tot	al	<u>596 697</u>	<u>609 394</u>	<u>-12 697</u>

14.2. Comptes d'engagements

Les comptes d'engagements s'analysent comme suit :

14.2.1. Engagements donnés

14.2.1.1. Engagements donnés en MN

Ces engagements se ventilent comme suit :

Comptes	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Dépôts colis en Numéraires	444	444	-
Valeurs données en consignation en MN	55 000	42 500	12 500
Total	<u>55 444</u>	<u>42 944</u>	<u>12 500</u>

A fin décembre 2019, ils concernent essentiellement les valeurs données en consignation en monnaie nationale totalisant CDF 55 000 millions.

Les valeurs données en consignation correspondent exclusivement aux montants souscrits aux bons BCC immatériels (voir 7.4.).

Elles se ventilent comme suit :

<u>Maturité</u>	<u>Montant</u>	<u>%</u>
7 jours	14 000	25
28 jours	18 000	33
84 jours	23 000	42
Total	<u>55 000</u>	<u> 100</u>

14.2.1.2. Engagements donnés en ME

Les engagements donnés en monnaies étrangères de USD 637 millions sont relatifs aux swaps des devises avec les banques agréées pour USD 350 millions ainsi que les garanties versées auprès de celles-ci en couverture des Credoc du Trésor public pour USD 287 millions.

14.2.1.2.1. Situation des swaps des devises au 31 décembre 2019

Réf.	<u>Banque</u>	<u>Date</u> <u>valeur</u>	<u>Echéance</u>	Montant (USD)	<u>Cours</u> <u>de</u> <u>change</u>	<u>Taux</u> d'intérêt (%)	C/V en millions de CDF
39	RAWBANK	08/01/2019	08/01/2020	20 000 000	1 650	2,5	33 000
2432	RAWBANK	13/11/2019	13/11/2020	20 000 000	1 685	2	33 700
2791	RAWBANK	31/12/2019	31/12/2020	20 000 000	1 698	2,5	33 960
1008	RAWBANK	29/04/2019	29/04/2020	20 000 000	1 660	1	33 200
2090	RAWBANK	12/10/2019	19/10/2020	35 000 000	1 670	1,5	58 450
777	RAWBANK	01/04/2019	01/04/2020	15 000 000	1 655	1	24 825
474	RAWBANK	21/02/2019	22/02/2020	50 000 000	1 655	2	82 750
487	RAWBANK	04/03/2019	03/03/2020	10 000 000	1 655	_	16 550
512	RAWBANK	28/02/2019	28/02/2020	30 000 000	1 655	2,5	49 650
 				<u>220 000 000</u>			<u>366 085</u>
1940	BCDC	28/08/2019	28/08/2020	7 500 000	1 653	_	12 398
1893	BCDC	20/08/2019	20/08/2020	7 500 000	1 652	_	12 390
723	BCDC	27/03/2019	27/03/2020	10 000 000	1 639	_	16 390
1057	BCDC	06/05/2019	06/05/2020	10 000 000	1 639	_	16 390
				<u>35 000 000</u>			<u>57 568</u>
1968	ECOBANK	30/08/2019	20/02/2020	10 000 000	1 653	-	16 530
1726	ECOBANK	24/07/2019	24/01/2020	15 000 000	1 646	-	24 690
				25 000 000			41 220
1383	FBNBANK	10/06/2019	10/06/2020	3 000 000	1 642	-	4 926
1079	FBNBANK	07/05/2019	07/05/2020	7 000 000	1 639	-	11 473
				<u>10 000 000</u>			<u>16 399</u>
2550	TMB	28/11/2019	28/02/2020	14 000 000	1 660	-	23 240
2549	ТМВ	28/11/2019	28/02/2020	6 000 000	1 660	-	9 960
2548	ТМВ	28/11/2019	28/02/2020	5 000 000	1 660	-	8 300
				<u>25 000 000</u>			<u>41 500</u>
1509	BOA	05/07/2019	06/07/2020	15 000 000	1 640	_	24 600
				15 000 000			24 600
	EQUITY	21/08/2019	21/05/2020	10 000 000	1 652	-	16 520
	EQUITY	08/11/2019	28/02/2020	10 000 000	1 655	-	16 550
				20 000 000	-	-	33 070
TOTAL	SWAPS			<u>350 000 000</u>			<u>580 442</u>

14.2.1.2.2. Garanties versées/Crédoc du Trésor Public

<u>GARANTIE</u>	BANQUE	<u>DATE</u>	<u>ECHEANCE</u>	<u>MONTANT</u>
BARRAGE KAKOBOLA/ANGELIN	RAWBANK	27/05/2019	01/03/2020	50 000 000,00
BARRAGE KAKOBOLA/MOHAN	RAWBANK	29/05/2019	01/03/2020	30 000 000,00
CREDIT PETROLIERS/RAWBANK	RAWBANK	23/05/2019	22/05/2022	85 000 000,00
CREDIT PETROLIERS/FBNBANK	FBNBANK	30/05/2019	30/05/2021	20 000 000,00
MATERIELS AGRICOLES/ECOBANK MINAGRI1	ECOBANK	15/06/2019	15/06/2024	61 425 000,00
MATERIELS AGRICOLES/ECOBANK MINAGRI2	ECOBANK	30/07/2019	15/03/2025	70 807 386,00
Total				287 232 386,00

Il est important de noter que ces opérations ont été effectuées pour soutenir le Trésor Public dans le cadre des dépenses souveraines, bien que n'étant pas totalement conformes avec l'article 16 de la loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, relatif à l'interdiction à la Banque de garantir les dettes et engagements de l'Etat, des provinces, des entités territoriales décentralisées et des entreprises ou organismes publics.

Par ailleurs, la Banque Centrale travaille pour la production au courant de l'exercice comptable 2020 d'une situation des engagements donnés pour compte du Trésor Public qui soit convenablement et de manière exhaustive comptabilisée dans le système. En effet, la liste ci-dessus est une information reconstituée et présentée de manière extracomptable.

14.2.2. Engagements reçus

14.2.2.1. Engagements recus en MN

Ceux-ci s'analysent de la manière suivante :

Comptes	<u>31/12/2019</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>Variation</u>
Engagements reçus	24 386	53 458	-29 072
Engagements reçus swaps	580 442	-	580 442
Total	<u>604 828</u>	<u>53 458</u>	<u>551 370</u>

Les engagements reçus se rapportent aux effets déposés en nantissement par les banques agréées en couverture des opérations de refinancement auprès de la BCC ainsi que les francs congolais cédés dans le cadre des opérations de swap.

A fin 2019, ces engagements reçus se chiffrent à CDF 604 828 millions contre CDF 53.458 millions une année auparavant, soit une variation de CDF 551 370 millions.

14.2.2.2. Engagements reçus en ME

Les engagements reçus en monnaies étrangères s'analysent comme suit :

Liste des tiers	Valeur garanties reçus des tiers	Dev	Montant en millions de CDF	Motif
SIMKHA	587 750	USD	983	Garantie bancaire de bonne exécution émise par Equity Bank
CATI CONSTRUCTION SARL	225 021	USD	376	Garantie bancaire de bonne exécution de 5% du montant total du contrat
Total			<u>1 360</u>	

Au 31 décembre 2019, les engagements reçus en monnaies étrangères qui s'élèvent à USD 812 771 soit l'équivalent de CDF 1 360 millions se rapportent aux garanties de bonne exécution des travaux versées par les Sociétés SIMKHA dans le cadre de la mise en œuvre du projet crédit logement de la Caisse de Retraite et CATI CONTRUCTION SARL.

La Banque Centrale travaille également en vue de l'élaboration des procédures qui permettront d'aboutir à un inventaire détaillé et exhaustif des engagements reçus.

14.2.2.3. Engagements internes

Au 31 décembre 2019, les engagements internes sont constitués des dépôts numismatiques. Ils se présentent comme suit :

Comptes	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Dépôts billets pour collectionneurs	30	30	_
Total	<u>30</u>	<u>30</u>	

15. STRUCTURE FINANCIÈRE DE LA BCC

La structure financière de la BCC présente le profil ci-après :

	31/12/2019	<u>%</u>	31/12/2018	<u>%</u>	<u>Ecart</u>
ACTIF					
1. AVOIRS EN ME	2 733 538	45	1 697 489	38	1 036 049
Actifs non rémunérés	105 475	2	29 391	1	76 084
Encaisses en M.E	105 475		29 391		76 084
Actifs rémunérés	2 628 063	43	1 668 099	37	959 964
Avoirs en M.E hors DTS	2 539 525	42	1 639 448	37	900 077
Avoirs en DTS	88 538	1	28 651	1	59 887
2. AVOIRS EN MN	3 360 619	55	2 754 472	62	606 147
Actifs non rémunérés	2 111 121	35	1 488 734	33	622 387
Créance titrisée	773	-	773	-	-
Immobilisées	378 921	6	331 638	7	47 283
Ecart de conversion net	312 702	5	310 934	7	1 768
Pertes d'exploitation des exercices antérieurs	333 941	5	386 565	9	-52 624
Résultat de l'exercice	_	-	-	-	-
Avoirs et créances divers	1 084 784	18	458 824	10	625 960
Actifs rémunérés	1 249 498	21	1 265 738	28	-16 240
Avances au Trésor	_	-	-	-	-
Concours aux établissements de crédit	-	-	16 240	-	-16 240
Titres en MN	1 249 498	21	1 249 498	28	_
TOTAL ACTIF	6 094 158	<u>100</u>	4 451 962	100	1 642 195
PASSIF					
1. ENGAGEMENTS EN ME	2 124 217	35	1 499 477	34	624 740
Passifs non rémunérés	229 157	4	121 786	3	107 370
ME hors DTS	229 157		121 786	3	2 539 782
Passifs rémunérés	1 895 061	31	1 377 691	31	517 370
Engagements en DTS	1 895 061	31	1 377 691	31	517 370

2. ENGAGEMENTS EN MN	3 969 941	65	2 952 485	66	1 017 456
<u>Passifs non rémunérés</u>	3 914 941	64	2 909 985	65	1 004 956
Monnaie en circulation	1 933 635	32	1 689 799	38	243 835
Dépôts en MN des résidents	1 105 411		796 221		309 189
Dépôts en MN des non-résidents	77		77		-
Engagements et autres passif divers	628 602		135 887		492 715
Fonds propres	235 376		235 376		-
Résultat de l'exercice	11 841		52 624		-40 783
Passifs rémunérés	55 000	1	42 500	4	12 500
Reprise de liquidité	55 000	1	42 500		12 500
TOTAL PASSIF	6 094 158	<u>100</u>	4 451 962	<u>100</u>	1 642 196

La structure financière de la BCC au 31 décembre 2019 s'analyse comme suit (par rapport au total bilantaire) :

- les actifs rémunérés en monnaies étrangères se situent à 43 % à fin 2019 contre 37% à fin 2018 ;
- les actifs rémunérés en monnaie nationale sont passés de 28% au 31 décembre 2018 à 21% au 31 décembre 2019;
- les passifs rémunérés en monnaies étrangères représentent sur les deux années 31%;
- les passifs rémunérés en monnaie nationale représente 1% sur les deux années.

15.1. PRODUITS ET FRAIS FINANCIERS EN MONNAIES ETRANGERES

Rubrique	2019	2019 2018	
Produits financiers	42 941	<u>37 410</u>	<u>5 531</u>
Intérêts sur comptes en ME	42 941	37 410	5 531
Intérêts sur titres en ME	-	-	-
Frais financiers	<u>63 107</u>	<u>54 473</u>	<u>8 634</u>
Commissions payées	40 476	35 829	4 647
Intérêts payés	22 631	18 644	3 987

- les produits d'intérêts générés par les avoirs en monnaies étrangères sont passés de CDF 37 410 millions en 2018 à CDF 42 941 millions en 2019, soit une hausse de CDF 5 531 millions ;
- les charges financières supportées par la BCC se situent à CDF 63.107 millions au 31 décembre 2019 contre CDF 54 473 millions au 31 décembre 2018, soit un accroissement de CDF 8 634 millions.

15.2. PRODUITS ET FRAIS FINANCIERS EN MONNAIE NATIONALE

PRODUITS	31/12/2019	31/12/2018	<u>ECART</u>
	36 091	48 522	-12 431
- Produits d'intérêts sur prêts à court terme	91	522	-431
- Produits d'intérêts sur facilités permanentes	-	-	-
- Produits d'intérêts sur prêts spéciaux	-	-	-
- Intérêts perçus sur Titres Etat	36 000	48 000	-12 000
CHARGES			
Opérations de marchés et d'avances	<u>1 849</u>	<u>1 851</u>	<u>-2</u>
- Charges et Commissions sur titres émis à intérêts post-comptés	1 849	1 851	-2

- Les produits financiers en MN accusent une baisse de CDF 12 431 millions, passant de CDF 48 522 millions en 2018 à CDF 36 091 millions en 2019 ;
- Les charges financières en MN se situent à CDF 1 849 millions au 31 décembre 2019 contre CDF 1 851 millions au 31 décembre 2018, soit une baisse de CDF 2 millions.

IIIème Partie TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT

1. Présentation (en millions de CDF)

Rubriques	Notes	31/12/2019	31/12/2018	Variation		
	Notes	31/12/2019	31/12/2018	Valeur	%	
Produits d'exploitation monétaire		76 427	96 280	-19 854	-21%	
Charges d'exploitation monétaire		-74 701	-48 504	-26 197	54%	
MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE	16	1 725	<u>47 776</u>	<u>-46 051</u>	<u>-96%</u>	
Produits d'exploitation bancaire		342 285	312 197	30 088	10%	
Charges d'exploitation bancaire		-63 916	-55 142	-8 774	16%	
MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	17	278 369	<u>257 055</u>	21 314	<u>8%</u>	
Matières et Fournitures consommées		-13 292	-14 330	1 038	-7%	
Services consommés		-62 903	-71 226	8 323	-12%	
VALEUR AJOUTEE	18	203 899	219 275	<u>-15 376</u>	<u>-7%</u>	
Produits divers		8 442	7 325	1 116	15%	
Subvention d'exploitation		_	_	-	-	
Reprises sur provisions exigibles		15 311	40 057	-24 746	-62%	
Charges diverses		-62 867	-67 305	4 438	-7%	
Charges du Personnel		-168 022	-144 792	-23 230	16%	
Dotation aux Provisions exigibles		-10 474	-16 443	5 969	-36%	
RESULTAT BRUT D'EXPL.	19	-13 710	38 117	<u>-51 827</u>	-136%	
Reprises s/Amortissement & Provisions N-exigibles		3 615	3 657	-42	-1%	
Dotation Amortissement & Provisions N-exigibles		-30 331	-36 035	5 704	-16%	
RESULTAT COURANT D'EXPL.	20	<u>-40 427</u>	<u>5 739</u>	<u>-46 166</u>	<u>-804%</u>	
Produits exceptionnels et hors- exploitation		80 928	69 049	11 879	17%	
Charges exceptionnelles et hors- exploitation		-28 661	-22 163	-6 497	29%	
RESULTAT EXCEPT. & H-EXPL	21	<u>52 268</u>	<u>46 885</u>	<u>5 382</u>	<u>11%</u>	
Résultat courant d'exploitation		-40 427	5 739	-46 166	-804%	
Résultat exceptionnel et hors- exploitation		52 268	46 885	5 382	11%	
RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER	22	11 841	<u>52 624</u>	<u>-40 783</u>	<u>-77%</u>	

2. Commentaires

L'exercice 2019 s'est clôturé, comme le montre le tableau ci-dessus, avec un résultat positif de CDF 11 841 millions. Comparé à l'exercice précédent, ce résultat connaît un recul de CDF 40 783 millions passant de CDF 52 624 millions à CDF 11 841 millions.

A fin décembre 2019, les produits se sont situés à CDF 527 008 millions contre les charges de CDF 515 167 millions.

Comparativement à l'exercice 2018, il s'observe une baisse des produits de CDF 1 557 millions et une augmentation des charges de CDF 39 227 millions tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

RUBRIQUES	31/12/2019	31/12/2018	ECARTS
I. PRODUITS (I)	<u>527 008</u>	<u>528 564</u>	<u>-1 557</u>
- Produits d'exploitation monétaire	76 427	96 280	-19 854
- Produits d'exploitation bancaire	342 285	312 197	30 088
- Produits divers	8 442	7 325	1 116
- Reprise sur provisions exigibles	15 311	40 057	-24 745
- Reprises s/Amort. & Provisions N- exigibles	3 615	3 657	-42
- Produits exceptionnels et hors- exploitation	80 928	69 049	11 879
II.CHARGES (II)	<u>515 167</u>	<u>475 940</u>	<u>39 227</u>
- Charges d'exploitation monétaire	74 701	48 504	26 197
- Charges d'exploitation bancaire	63 916	55 142	8 774
- Matières et fournitures consommées	13 292	14 330	-1 038
- Services consommés	62 903	71 226	-8 323
- Charges diverses	62 867	67 305	-4 439
- Charges du personnel	168 022	144 792	23 230
- Dotation aux Provisions exigibles	10 474	16 443	-5 969
- Dotation amortissement & Provisions N- exigibles	30 331	36 035	-5 703
- Charges exceptionnelles et hors- exploitation	28 661	22 163	6 497

Analysé par paliers, le résultat de l'exercice 2019 est expliqué dans les lignes qui suivent :

16. MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE : CDF 1 725 MILLIONS

RUBRIQUES	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION MONETAIRE (1)	<u>76 427</u>	<u>96 280</u>	<u>-19 854</u>
Opérations de marchés et d'avances	<u>91</u>	<u>522</u>	<u>-431</u>
- Produits d'intérêts sur prêts à court terme	91	522	-431
- Produits d'intérêts sur facilités permanentes	-	-	-
- Produits des commissions de notification des			
Lignes sur facilités permanentes.	-	-	-
- Produits d'intérêts sur prêts spéciaux	-	-	-
Profits réalisés sur les opérations de change	<u>76 335</u>	<u>95 758</u>	<u>-19 423</u>
- Produits de change réalisés	76 302	94 775	-18 473
- Profits d'arbitrage réalisés	33	984	-951
- Produits de déport			

CHARGES D'EXPLOITATION MONETAIRE (2)	<u>74 701</u>	<u>48 504</u>	<u> 26 197</u>
Opérations de marchés et d'avances	<u>1 849</u>	<u>1 851</u>	<u>-2</u>
- Charges et Commissions sur titres émis à intérêts post comptés	1 849	1 851	-2
Pertes réalisées sur les opérations de change	<u>11 227</u>	<u>4 625</u>	<u>6 601</u>
- Pertes réalisées sur les opérations de change	10 607	1 710	8 897
- Charge de Déport	-	-	-
- Pertes d'arbitrage réalisées	620	2 915	-2 296
Charges relatives aux signes monétaires	<u>61 626</u>	<u>42 028</u>	<u>19 598</u>
- Signes monétaires achetés et crées	30 272	24 593	5 679
- Matières premières pour signes monétaires consommés	2 440	1 621	819
- Charges relatives à la circulation fiduciaire	2 247	1 878	369
- Autres charges liées à la circulation fiduciaire	26 667	13 936	12 731
MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3) = (1)-(2)	<u>1 725</u>	<u>47 776</u>	<u>-46 051</u>

En 2019, la marge d'exploitation monétaire s'est chiffrée à CDF 1 725 millions contre CDF 47 776 millions, une année auparavant, soit une diminution de CDF 46 051 millions.

Cette diminution s'explique essentiellement par la hausse des charges d'exploitation monétaire situées à CDF 74 701 millions en 2019 contre CDF 48 504 millions en 2018, soit une hausse de CDF 26 197 millions.

17. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE : CDF 278 369 MILLIONS

RUBRIQUES	31/12/2019	31/12/2018	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE (1)	<u>342 285</u>	<u>312 197</u>	<u>30 088</u>
Commissions perçues	<u>114 532</u>	<u>106 941</u>	<u>7 591</u>
- Commissions sur les paiements du Trésor	109 688	103 285	6 403
- Commissions sur les opérations avec le FMI	245	-	245
- Commissions sur les transferts des opérations du crédit	2 017	1 075	941
- Commissions sur les autres transferts	432	443	-11
- Commissions sur les opérations en M.E.	2 150	2 136	13
- Commissions sur crédocs	-	1	-1
- Commissions sur encaissement.	-	-	-
Intérêts perçus	<u>91 059</u>	<u>86 492</u>	<u>4 567</u>
- Intérêts sur les comptes consolidés du Trésor	-	-	-
- Intérêts sur les comptes en M.E.	42 941	37 410	5 532
- Intérêts perçus sur titres en M.E.	-	-	-
- Intérêts perçus sur titres en M.N	36 000	48 000	-12 000
- Intérêts à recevoir Titres en M.N	12 000	-	12 000
- Autres intérêts	10	1 017	-1 007
- Intérêts autres prêts	107	65	42
Plus-value et produits divers /titres	-	-	-
Produits d'autres prestations bancaires	<u>119 444</u>	<u>116 654</u>	<u>2 790</u>
- Redevance du suivi de change	114 398	111 110	3 288
- Autres	5 046	5 544	-497
Autres produits d'exploitation bancaire	<u>17 250</u>	<u>2 110</u>	<u>15 140</u>

r	-γ		
- Produits sur facturation informatique	17 220	2 048	15 172
- Autres	30	62	-32
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE (2)	<u>63 916</u>	<u>55 142</u>	<u>8 774</u>
<u>Commissions payées</u>	<u>40 476</u>	<u>35 829</u>	<u>4 647</u>
- Commissions sur les opérations bancaires	40 476	35 829	4 647
- Commissions sur les opérations en M.E.	-	-	_
<u>Intérêts payés</u>	<u>22 631</u>	<u>18 644</u>	<u>3 987</u>
- Intérêts sur les opérations avec le FMI	11 636	10 971	665
- Intérêts sur les comptes nostro débiteurs	2 893	1 442	1 451
- Intérêts sur les comptes lori créditeurs	-	-	_
- Intérêts sur les autres Emprunts	8 101	6 231	1 870
- Pertes des écarts entre marchés	-	-	_
Charges d'autres prestations bancaires	<u>808</u>	<u>667</u>	<u>141</u>
- Charges d'autres prestations bancaires	808	667	141
Autres charges d'exploitation bancaire	1	2	-1
MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE $(3) = (1)-(2)$	<u>278 369</u>	<u>257 055</u>	<u>21 314</u>

Au 31 décembre 2019, la marge d'exploitation bancaire s'est établie à CDF 278 369 millions. Par rapport à l'exercice 2018, elle connaît une augmentation de CDF 21 314 millions. Cette hausse est justifiée par les augmentations observées aussi bien en produits qu'en charges :

- Les produits d'exploitation bancaire de CDF 342 285 millions contre CDF 312 197 en 2018 soit une augmentation de CDF 30 088 millions.
- Les charges d'exploitation bancaire de CDF 63 916 millions contre CDF 55 142 millions en 2018, soit une variation de CDF 8 774 millions d'une année à l'autre.

L'analyse des produits d'exploitation bancaire en 2019 se présente comme suit :

17.1. Commissions perçues : CDF 114 532 millions

Les commissions perçues se sont chiffrées à CDF 114 532 millions contre CDF 106 941 millions en 2018, soit une augmentation de CDF 7 591 millions. Cet accroissement est imputable essentiellement aux « Commissions sur les paiements du Trésor ».

17.2. Intérêts perçus : CDF 91 059 millions

Au 31 décembre 2019, les intérêts perçus ont atteint CDF 91 059 millions contre CDF 86 492 millions en 2018, soit une augmentation de CDF 4 567 millions.

Ils sont composés principalement des :

- intérêts perçus sur titres en monnaie nationale : CDF 36 000 millions à fin 2019 contre CDF 48 000 millions en 2018, soit une diminution de CDF 12 000 millions ;
- intérêts à recevoir sur titres en monnaie nationale : CDF 12 000 millions ;
- intérêts sur les comptes en monnaies étrangères : CDF 42 941 millions à fin 2019 contre CDF 37 410 millions en 2018, soit une hausse de CDF 5 532 millions.

17.3. Produits d'autres prestations bancaires : CDF 119 444 millions

Les produits d'autres prestations bancaires ont accru de CDF 2 790 millions par rapport à 2018. L'évolution positive de ces produits est imputable principalement à la Redevance du Suivi de Change pour CDF 3 288 millions.

17.4 Autres produits d'exploitation bancaire : CDF 17 250 millions

Les autres produits d'exploitation bancaire se sont établis à CDF 17 250 millions contre CDF 2 110 millions en 2018, soit une hausse de CDF 15 140 millions constatée sur les produits sur facturation des services informatiques qui sont passés de CDF 2 048 millions à CDF 17 220 millions en 2019.

Les charges d'exploitation bancaire, quant à elles, s'analysent comme suit :

17.5. Commissions payées : CDF 40.476 millions

A fin décembre 2019, les commissions payées aux correspondants se sont situées à CDF 40 476 millions, contre CDF 35 829 millions en 2018, soit une augmentation de CDF 4 647 millions.

17.6. Intérêts payés : CDF 22.631 millions

Ils se sont établis, au 31 décembre 2019, à CDF 22 631 millions contre CDF 18 644 millions en 2018, soit une augmentation de CDF 3 987 millions observée sur les postes ci-après :

- intérêts sur les opérations avec le FMI : CDF 11 636 millions à fin 2019 contre CDF 10 971 millions en 2018, soit un accroissement de CDF 665 millions.
- intérêts sur les comptes nostro débiteurs : CDF 2 893 millions à fin 2019 contre CDF 1 442 millions en 2018, soit un accroissement de CDF 1 451 millions.
- Intérêts sur les autres emprunts : CDF 8 101 millions à fin décembre 2019 contre CDF 6 231 millions une année auparavant, soit une augmentation de CDF 1 870 millions.

17.7. Charges d'autres prestations bancaires : CDF 808 millions

La rémunération reconnue aux Agences mandataires s'est chiffrée à CDF 808 millions à fin 2019 contre CDF 667 millions l'année précédente, soit une augmentation de CDF 141 millions du fait de l'augmentation des agences mandataires en 2019.

18. VALEUR AJOUTÉE: CDF 203.899 MILLIONS

	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (1)	1 725	47 776	-46 051
MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (2)	278 369	257 055	21 314
CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES (3)	76 195	85 556	-9 361
- Matières et Fournitures consommées	13 292	14 330	-1 038
- Services consommés	62 903	71 226	-8 323
VALEUR AJOUTEE $(4) = (1) + (2) - (3)$	203 899	<u>219 275</u>	<u>-15 376</u>

A fin 2019, la valeur ajoutée s'est chiffrée à CDF 203 899 millions contre CDF 219 275 millions une année auparavant, soit une régression de CDF 15 376 millions. Cette régression est le résultat :

- d'une part, des reculs de la marge d'exploitation monétaire, ainsi que des consommations intermédiaires établies respectivement en 2019 à CDF 1.725 millions et CDF 76 195 millions contre CDF 47 776 millions et CDF 85 556 millions en 2018;
- et, d'autre part, de l'augmentation de la marge d'exploitation bancaire, laquelle est passée d'une année à l'autre de CDF 257 055 millions à CDF 278 369 millions.

19. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION : - CDF 13 710 MILLIONS

RUBRIQUES	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Valeur ajoutée (1)	203 899	219 275	<u>-15 376</u>
Produits divers (2)	8 442	7 325	1 116
<u> </u>	4 706	3 545	1 161
- Ventes d'imprimés de sécurité	ļ		1 101
- Ventes d'imprimés ordinaires	28	26	
- Vente en ligne formulaires document de change			-
- Autres produits divers	3 708	3 754	-46
Subvention d'exploitation (3)	-	-	-
Reprises sur provisions exigibles (4)	<u>15 311</u>	<u>40 057</u>	<u>-24 745</u>
-Reprises sur provisions pour risques	2 547	10 702	-8 156
-Reprises sur provisions pour indemnités de fin de	12 764	29 354	-16 590
carrière	12 / 04	29 334	-10 390
Charges diverses (5)	<u>62 867</u>	<u>67 305</u>	<u>-4 439</u>
- Frais d'administration centrale	26 574	32 154	-5 580
- Subv accordées, dons & cotisat°	3	459	-456
- Autres charges diverses	36 289	34 692	1 597
Charges du Personnel (6)	168 022	<u>144 792</u>	23 230
- Frais du personnel	155 872	133 203	22 669
- Frais des soins de santé	12 150	11 589	561
Dotation aux provisions exigibles (7)	<u>10 474</u>	<u>16 443</u>	<u>-5 969</u>
-Dotations aux provisions pour risques	1 615	3 678	-2 064
-Autres provisions pour risques	-	-	-
-Dotations aux provisions pour retraite du personnel	8 859	12 764	-3 905
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (8) = (1) $+(2) +(3) +(4)-(5)-(6)-(7)$	<u>-13 710</u>	38 117	<u>-51 827</u>

Au 31 décembre 2019, le résultat brut d'exploitation est négatif de CDF 13 710 millions. Par rapport à l'exercice 2018, il s'est détérioré de CDF 51 827 millions.

La formation de ce résultat est analysée de la manière suivante :

- la valeur ajoutée de l'exercice 2019, soit CDF 203.899 millions est en régression de CDF 15 376 millions comparativement à l'exercice précédent;
- les produits divers, constitués des recettes issues de la vente d'imprimés de sécurité, d'imprimés ordinaires, de la production stockée, des produits des ventes numismatiques, des produits des ventes des publications et des prestations diverses, ont enregistré une hausse de CDF 1 116 millions, se sont établis à CDF 8 442 millions en 2019 contre CDF 7 325 millions en 2018;
- les reprises sur provisions exigibles sont en régression de CDF 24.745 millions, passant de CDF 40 057 millions en 2018 à CDF 15 311 millions en 2019;
- les charges diverses ont connu une diminution de CDF 4 439 millions s'établissant à CDF 62 867 millions en 2019 contre CDF 67 305 millions en 2018 ;
- les charges du personnel se sont établies à CDF 168 022 millions en 2019 contre CDF 144 792 millions en 2018 soit un accroissement de CDF 23 230 millions. Elles sont constituées des frais du personnel et ceux des soins de santé comme renseigné dans le tableau ci-dessous.

	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
CHARGES DU PERSONNEL	168 022	144 792	23 230
Frais du personnel	<u>155 872</u>	<u>133 203</u>	<u>22 669</u>
-rémunérations	53 049	39 311	13 739
-charges sociales diverses	19 132	19 171	-39
-indemnités et divers	83 691	74 721	8 970
<u>Frais des soins de santé</u>	<u>12 150</u>	<u>11 589</u>	<u>561</u>
-soins médicaux	11 916	11 264	652
-produits pharmaceutiques	234	325	-91

Les dotations aux provisions exigibles ont enregistré un recul de CDF 5 969 millions, soit CDF 10 474 millions en 2019 contre CDF 16 443 millions en 2018.

20. RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION : CDF - 40 427 MILLIONS

RUBRIQUES	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Résultat Brut d'Exploitation (1)	-13 710	38 117	-51 827
Reprise s/Amort. et Prov. N-exigibles (2)	3 615	3 657	-42
Dotations aux Amort. et Prov. N-exigibles (3)	30 331	36 035	-5 703
RESULTAT COURANT D'EXPLOIT. $(4) = (1) + (2)$ - (3)	-40 427	<u>5 739</u>	<u>-46 166</u>

Le résultat courant d'exploitation est négatif de CDF 40 427 millions contre un résultat positif de CDF 5 739 millions en 2018.

Ce résultat se décompose de la manière suivante :

- Résultat brut d'exploitation : -CDF 13 710 millions contre CDF 38 117 millions en 2018 ;
- Reprises sur amortissements et provisions non exigibles : CDF 3 615 millions contre CDF 3 657 millions en 2018 ;
- Dotations aux amortissements et provisions non exigibles : CDF 30 331 millions contre CDF 36 035 millions en 2018.

21. RÉSULTAT EXCEPTIONNELS & HORS-EXPLOITATION : CDF 52 268 MILLIONS

Rubriques	2019	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
Produits exceptionnels et hors exploitation (1)	80 928	69 049	11 879
Charges exceptionnelles et hors exploitation (2)	28 661	22 163	6 497
RESULTAT EXCEPT. & HORS EXPLOIT. (3) = (1)-(2)	<u>52 268</u>	46 885	<u>5 382</u>

Au 31 décembre 2019, le résultat exceptionnel et hors exploitation s'élève à CDF 52 268 millions, soit une augmentation de CDF 5 382 millions par rapport à l'exercice 2018.

22. RÉSULTAT DE LA PÉRIODE À AFFECTER : CDF 11 841 MILLIONS

Rubriques	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>Variation</u>
RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION (1)	-40 427	5 739	-46 166
RESULTAT EXCEPT & HORS EXPLOIT (2)	52 268	46 885	5 382
RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (3) = (1) +(2)	<u>11 841</u>	<u>52 624</u>	<u>-40 783</u>

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES UTILISES

BAD : Banque Africaine de Développement

BCC : Banque Centrale du Congo

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

BIP : Billet impropre à la circulation perforé

BM : Banque Mondiale

BRI : Banque des Règlements Internationaux Bon BCC : Bon de la Banque Centrale du Congo

CA : Dollar Canadien
CC : Centime Congolais
CDF : Franc Congolais

CDFM : Franc Congolais Mutilé

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante CEPGL : Communauté Economique des Pays des Grands Lacs

CHF : Franc Suisse CPTE : Compte

CGAP : Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres

CGT : Compte Général du Trésor

CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale

COBAC : Comité de liquidation des Banques Commerciales

COMRED : Communications, Réseaux, Systèmes Embarqués et Distribués

CT : Court Terme

DCB : Direction de la Comptabilité et du Budget

DTS : Droits de Tirage Spéciaux

EUR : Euro

FMI : Fonds Monétaire International

FRPC : Facilités pour la Réduction de la Pauvreté et pour la croissance

GBP : Great Britain Pounds (Livre Sterling)

HDM : Hôtel des Monnaies

IDA : International Development Association

INPP : Institut National de Préparation Professionnelle

IPR : Impôt Professionnel pour le Revenu

LT : Long Terme

ME : Monnaies étrangères
MN : Monnaie Nationale
MT : Moyen Terme
N/R : Non-Résidents

ONEM: Office National pour l'Emploie

PIB : Produit Intérieur Brut

PPTE : Initiative Pays Pauvres Très Endettés

PTM : Projet de Transport Multimodal

PRCG : Projet de Renforcement des Capacités de Gouvernance

PROSEB : Projet de Soutien à l'Education de Base

PUAICF : Projet d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la Crise Financière

RDC : République Démocratique du Congo REPSS : Regional Payment System and Settlement

RSC : Redevance de suivi de change TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

USD : Dollar américain

XAF : Franc CFA

ZAR : Rand Sud-Africain

ANNEXES

ANNEXE 1:

Détail du compte fournisseurs ordinaires entreprises privées en monnaie nationale

a) Avances

		Montant en millions de
N°	<u>Fournisseurs</u>	<u>CDF</u>
1	MK ETANCHEITE	429
2	GUYBO ENTREPRISE/A 1106288 Y	5
3	MAISON DAVCO	100
4	SIMKHA	4 916
5	SODIMAS - CONGO sprl	672
6	UNIVERSAL PROJETS CONSUL	1 514
7	GEC TOPOPLUS SARL	161
8	ETS WAV CONGO	53
Tota	l	<u>7 851</u>

b) Dettes/fournisseurs

N°	Fournisseurs	Montant en millions de CDF
	Polyclinique IMPACT MEDICAL	13
	CABINET AVOC. ANDRE & VINCENT	6
3	STANDARD TELECOM/A0700247C	112
4	PULLMAN	25
5	MALU AVIATION SPRL	144
6	DHL International Congo sprl	18
7	HOPITAL PROV GEN DE REFER BKV	15
8	SNEL	110
9	REGIDESO	25
10	SUZAN	207
11	HOLDING COMPANY/A1401434A	224
12	RAWBANK/CONV.DE GERANCE	9
13	POLYCLINIQUE AFIA	24
14	SNEL LUBUMASHI	1
15	G.S.A S.AR.L	22
16	MAISON MK	68
17	TOTAL RDC Sarl	126
18	MSDATA	48
19	BRIKONGO	32
20	KIFI SPRL	146
21	ETS RAYAN IT-COM	112
22	FBNBANK/CONVENTION DE GERANCE	55
23	Ets. IPC SERVICES	5
24	ARECO	5
25	ETS MUTI	108
26	AUTRES Fsseurs LUBUMBASHI	13

27	JET NET	19
	AIRTEL (CELTEL, ZAIN)	10
	REGIDESO LUBUMBASHI	0
	PATAL CD	37
31	SOCIETE MG TELECOM	209
	MAITRE TSASA	3
	DA PLUS	34
	GROUPE SOGECON	21
	SOFELEC	46
	FOURNISSEUR DIVER LUBUMBASHI	2
ļ -	SOCITE ROYALE MAINTENANCE	33
	BE EXPRESS	1
-	GTS	54
	SERVE AIR/A0700501D	69
	CUSTOMS AND TRADING AGENCY	2
l	MAITRE NKULU	18
 	MAISON DOREE MEDIA	59
-	HOTÊL LA RESIDENCE DE LA PAIX	42
	KC KIN CRISTAL	22
	AVOSSUCCES.COM	4
	KEYTECH KEYTECH	53
	M F I SOLUTIONS S.A.RL	33
49	†	131
ļ	TMB/CONVENTION DE GERANCE	152
50	VODACOM Congo sprl	0
	FOURNISSEUR DIVERS BUMBA	137
ļ -	FIRME INFOSET	6
	RESOTECH ENGINEERING	47
	KATECH SPRL	13
	CABINET MUNUNGA ET ASS	22
	TANA CONGO SARL	152
	BCDC /CONVENTION DE GERANCE	35
	A.J.IAV ONG	187
I	MISYS COM SARL	107
	AUTRES FOURNISSEURS BUKAVU	9
-	MD FRET	60
62	U.A.C. Sarl	1
63	DELTA EXPRESS	69
64		10
65	GLOBAL BUSINESS TECHNOLOGICS	69
66		6
67	CABINET KAHASHA ET ASS	12
68	MAITRE MULEKA LUFULUABO	47
-	GOMAIR CARINET NOOMO TONGRO	473
	CABINET NGOMO TONGBO	<u></u>
	GLP GROUP SARL	249
	bureau d'étude et de developpe	249 44
	STE GENERALE DE CONSTRUCTION	
74	BUROTOP iris	225

75	Ets NIONDO	224
76	ETS ITOMBARD	44
77	ELECTRO GLOIRE NAK	15
	TECHNOL	11
TOTAL	L	4 488

ANNEXE 2 :

Tableau des flux de trésorerie (en millions de CDF)

	<u>Notes</u>	31/12/2019	31/12/2018
Día hat de lla contra		11.041	
Résultat de l'exercice	TFR	11 841	52 624
Ecart de conversion	23	-11 186	-285 538
Résultat ajusté Eléments à exclure		<u>655</u>	-232 914
	24	14 557	52 477
Dotations aux amortissements et prov. Moins-value de cession	24	14 337	214
Reprise amortissements et provisions	25	-15 316	-43 713
Régularisations des immobilisations	26	47 278	24 162
Production immobilisée (stockée)	27	6	ZT 10Z
Mali de caisses	27	480	134
Excédents de caisses		7	22
Régularisations		125 693	-112 664
Charges sur exercice antérieur		26 232	17 551
S/Total éléments à exclure		198 937	<u>-61 818</u>
		199 592	-294 732
Variation des éléments à CT			
Variations des actifs à CT	28	-557 096	-159 516
Perte de l'exercice précédent		261 761	261 761
Variations des passifs à CT	29	914 083	266 079
Variation du BFR		618 748	368 324
Flux de trésorerie en provenance des		816 965	73 592
activités opérationnelles			
Investissements	- , -	20.610	20.747
Acquisitions	Tab Immo	-20 618	-30 747
Flux de trésorerie en provenance des activités d'investissement		-20 618	-30 747
Financement			
Encaissements			
Variation des billets en circulation		243 835	301 508
Accroissement engagements LT			
Ajustement			
S/Total Encaissements		243 835	301 508
Décaissements			
Remboursement principal	30	120 804	152 510
Variation Engagements à LT			
S/Total Décaissements		120 804	152 510
Flux de trésorerie en provenance des activités de financement		<u>364 639</u>	<u>454 018</u>
Ecart de conversion sur Engagements en DTS et Titres	31	-21 381	-7 071
Flux de trésorerie total de l'exercice		1 140 980	489 792
Trésorerie début de période		1 592 559	1 102 767
Régularisation trésorerie en début de période			
Trésorerie fin de période		2 733 539	1 592 559

Bilan retraité

Actif (en millions de CDF)

	<u>Notes</u>	31/12/2019	31/12/2018	<u>Variation</u>
Actifs à court terme				
Trésorerie				
Avoirs et créances en ME		2 645 001	1 668 839	976 162
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI		88 538	28 651	59 887
S/Total Trésorerie	BA5	<u>2 733 539</u>	<u>1 697 490</u>	<u>1 036 049</u>
Autres actifs à court terme				-
Concours en MN aux établissements de crédit		-	16 240	- 16 240
Avoirs et créances divers		942 525	384 986	557 539
Régularisation et suspens		125 900	64 836	61 064
Autres actifs		350 301	395 568	- 45 267
S/Total Autres Actifs à CT	BA1	<u>1 418 726</u>	<u>861 630</u>	<u>557 096</u>
Actifs à long terme				-
Immobilisations		378 921	331 638	47 283
Titre en MN		1 249 498	1 249 498	-
Titres en ME		-	-	-
Créances titrisées		773	773	-
Ecart de conversion		312 702	310 934	1 768
Perte reportée				-
S/Total Autres Actifs à long terme		1 941 894	1 892 843	49 051
TOTAL ACTIFS		<u>6 094 158</u>	<u>4 451 962</u>	<u>1 642 196</u>

Passif et fonds propres (en millions de CDF)

	<u>Notes</u>	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Passifs à court terme				
Dépôts en MN		1 105 488	796 298	309 190
Reprise des liquidités		55 000	42 500	12 500
Régularisations et		37 242	39 772	- 2 530
suspens		37 242	39 //2	- 2 330
Autres passifs divers		502 443	604	501 839
Engagements en Or et		229 157	121 786	107 371
ME hors DTS		229 137	121 700	107 371
Engagements divers		21 218	23 005	- 1 787
S/Total Passifs à court		1 950 548	1 023 965	<u>926 583</u>
terme	BA2	1 930 346	1 023 903	920 363
				_
Passifs à long terme				_
Billets et pièces en		1 933 635	1 689 799	243 836
circulation	BA3			
Engagements en DTS	BA4	1 895 061	1 377 691	517 370
Prov. pr risques et		67 700	72 506	- 4 806
charges		07 700	72 300	T 000
S/Total Passifs à long		3 896 396	3 139 996	756 400
terme		3 030 330	3 133 330	750 100
Fonds propres				-
Fonds propres		235 376	235 376	-
Résultat de l'exercice	-1	11 841	52 624	- 40 783
Perte reportée				-
S/Total Fonds Propres		<u>247 217</u>	<u>288 000</u>	- <u>40 783</u>
TOTAL Passifs et		6 094 158	4 451 962	1 642 196
capitaux propres		0 0 9 7 1 3 0	4 431 902	<u> 1 072 190</u>

Notes au tableau des flux de trésorerie

23. ECART DE CONVERSION

Les écarts de conversion constatés aux bilans des deux exercices ont été retraités pour corriger les résultats 2019 et 2018.

Ecarts de conversion nets (à l'actif du Bilan) :

<u> 2019</u>	2018	<u>Variation</u>
1 768	12 954	-11 186

24. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Les dotations se ventilent comme suit :

	En millions de CDF
	<u>2019</u>
Dotation aux prov. pour risques	1 615
Dotation aux prov. retraite du	
personnel	8 859
	<u>10 474</u>
Dotations aux amort et prov non	
exigibles	4 083
	<u>14 557</u>

25. REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Reprises sur provisions exigibles	31/12/2019
	(En millions de CDF)
Reprises s/prov pr risques	2 547
Reprises s/prov pr indemnités fin carr	12 764
Total I	<u>15 310</u>
Reprise sur amort et prov non exigibles	
Reprise sur créances s/BC en MN	-
Reprise sur créances s/BC en ME	-
Reprise sur prov autres créances dout	6
Total II	<u>6</u>
Total I+II	<u>15 316</u>

26. CORRECTION IMMOBILISATIONS

Ces montants représentent les corrections d'immobilisations telles qu'elles ressortent des tableaux de mouvements d'immobilisations de la BCC au 31/12/2019. (47 278)

27. PRODUCTION IMMOBILISÉE (STOCKÉE)

	31/12/2019
	(En millions de
	CDF)
Production stockée	6

28. VARIATION DES ACTIFS À COURT TERME

	2019 (En millions de CDF)	2018 (En million de CDF)	<u>Variations</u>
Concours en MN aux établissements de crédit	-	16 240	-16 240
Avoirs et créances divers	942 525	384 986	557 539
Régularisations et suspens	125 900	64 836	61 064
Portefeuille titres Etat MN	1 249 498	1 249 498	-
Créances titrisées	773	773	-
Autres actifs	<u>350 301</u>	<u>395 568</u>	<u>-45 267</u>
	2 668 997	2 111 901	557 096

29. VARIATION DES PASSIFS À COURT TERME

	2019 (En millions de CDF)	2018 (En millions de CDF)	<u>Variations</u>
Dépôts en MN	1 105 488	796 298	309 190
Engagements en or et ME hors DTS	229 157	121 786	107 371
Régularisations et suspens	37 242	39 772	-2 530
Engagements divers	21 218	23 005	-1 787
Autres passifs divers	<u>502 443</u>	<u>604</u>	<u>501 839</u>
	1 895 548	981 465	914 083

30. REMBOURSEMENTS ENGAGEMENTS

Les remboursements s'analysent comme suit :

En millions de CDF	
	2019
Prêts facilités pour la réduction de la pauvreté	120 804
Engagement en DTS sur la BEAC	-
	120
	804

31. ECART DE CONVERSION SUR LES ENGAGEMENTS EN DTS ET TITRES EN ME

L'écart de conversion se détaille comme suit :

	2019 (En millions de CDF)
Ecart sur Prêt facilité pour la réduction de la pauvreté (1)	815
Ecart sur les autres engagements en DTS	20 566
Ecart sur titre en monnaie étrangère	-
	<u>21 381</u>

(1) L'écart de change sur le prêt est déterminé de la manière suivante :

	En millions de CDF
Mouvement de réévaluation au 01/01/2019	3 359
Mouvement de réévaluation au 31/12/2019	4 173
Variation	<u>-815</u>

ANNEXE 3: Tableau des	provisions
------------------------------	------------

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Direction de la Comptabilité et du Budget

STOCKS ET PROVISIONS CORRESPONDANT AU 31/12/2019 (COUVERTURE 2019)

STO	CKS AU 31 DECEMBRE 2018			PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2018			
COMPTES	INTITULES COMPTES	SOLDES	COMPTES	INTITULES COMPTES	SOLDES	OBSERVAT	
PROVISIONS	POUR DEPRECIATION						
		5 993			5 908	96% de	
4221000000	Contentieux Personnel		4817000000	Provisions dépr. Contentieux Personnel		stock	
		863			863	100% de	
4640100000	Créances sous-traitants		4840100000	Prov.dépr. Créances sous-traitants		Stock	
	Débours à Récupérer	13 838		Provisions s/Débours à Récupérer	13 838	100% de	
4646000000	Bques/liquidation		4813000000	bques/liquidation		Stock	
	Débours à récup. ME Bque	56 674		Prov. Dépr. Débours à récup. ME Bque Congolaise	56 674	100% de	
4646120000	Congol. En liq.		4813020000	en liq.		Stock	
		26 720			26 720	100% de	
4646130000	Déb récup FIBank en ME		4813030000	Prov dép déb réc FIBANK en ME		Stock	
		145			145	100% de	
4647000000	Découvert bques en liquidation		4813010000	Prov depr decouv bques liquid		Stock	
	Débours à récup.COOPEC en	2 914			2 914	100% de	
4649000000	liquidation		4818000000	Provisions dépr.COOPEC en liquidation		Stock	
	Créaces BCC s/Bque Congol.	69 484		Provisions dépr.créances BCC s/Bque Congol. En	69 484	100% de	
4649010000	en liquid.		4816050000			Stock	
	_ ,	1 560		Provisions dépr.créances BCC s/Bque Congol. En	1 560	100% de	
4649020000	Créaces BIAC		4816060000	liquid.		Stock	
	Débours à récup.sté microfin.	419			419	100% de	
4650000000	en liquidation		4819000000	Provisions sté Microfin. en liquidation		Stock	
		16 590			16 590	100% de	
4652000000	Dettes cristal. bques en diff.		4830000000	Prov.dépr.dettes crista.FIBANK		Stock	
	Créances BCC s/Bque Congol.	46 899		Provisions dépréc. Créance BCC s/Bque Congol.	46 899	100% de	
5633010300	ME		5812030000	ME		Stock	
Sous total		242 098			242 014		
PROVSIONS POUR CHARGES & PERTES							
			1812000000	Provision Amendes & Pénalités -			
			1813000000	Provisions pour litiges	58 072	Dir Juridique	
			1819000000	Autres provisions pr risques	769	DCB	
			1821000000	Provision Indemnités Fin Carrières	8 859	DRH	

ANNEXE 4: Tableau de variation des provisions	

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31/12/2019

A. DOTATIONS PROVISIONS EXIGIBLES

OBJET DES PROVISIONS	SOLDE 31/12/2018	DOTATIONS 2019	REPRISES 2019	SOLDE 31/12/2019
1) Provisions pr amendes & pénalités	59 115	-	59 115	-
2) Provisions pour litiges	-	60 618	2 547	58 072
3) Autres provisions pour risques	627	142	-	769
TOTAL DOTATIONS POUR RISQUES	59 742	60 761	61 661	58 841
4) Prov pour indemnités fin carrière	12 764	8 859	12 764	8 859
TOTAL DOTATIONS POUR CHARGES	12 764	8 859	12 764	8 859
TOTAL DOTATIONS PROVISIONS EXIGIBLES	72 506	69 620	74 426	67 700

B. DOTATIONS PROVISIONS NON EXIGIBLES

OBJET DES PROVISIONS	DOTATIONS 2019	REPRISES 2019
1) Dot prov dép Créances dout	2 230	6
2) Dot prov dépr cré BCC s/BC ME	_	_
3) Dot prov dépr prêt spécial	1 853	-
TOTAL DOTATIONS PROVISIONS NON EXIGIBLES	4 083	6

ANNEXE 5 : Note de synthe	èse sur la caisse de	retraite	

1. <u>De l'organisation comptable de la Caisse de Retraite</u>

- 1.1. Au terme de l'Ordre de Service n° 064/12 du 02 avril 2012, fixant l'organisation et le fonctionnement de la Caisse de Retraite, la Caisse de Retraite a été dotée d'une affectation spéciale des ressources. A ce titre, il lui est reconnu le droit de tenir une comptabilité distincte de celle de la Banque aux fins de dissocier les avoirs des agents de ceux de la Banque.
- 1.2. Considérant, d'une part, les exigences de traçabilité des opérations de la Caisse et d'autre part, la nécessité de refléter la réalité organique de la Caisse de Retraite, qui n'est pas dotée d'une personnalité juridique, il s'est imposé la nécessité de l'organisation d'une comptabilité auxiliaire devant être arrimée à la comptabilité générale de la Banque.
- 1.3. A cet effet, les travaux exécutés par l'équipe des experts ad hoc mise en place ont permis de produire des schémas d'écritures comptables validés par le Comité de Direction de la Caisse de Retraite. A ce jour, lesdits schémas ont été transmis à la Direction de l'Informatique en vue de leur implémentation dans le système comptable de la Banque.
- 1.4. En attendant l'implémentation de la comptabilité auxiliaire, les opérations financières de la Caisse de Retraite sont enregistrées dans les livres de la Banque (cfr notes 8.1.2, 6.2.2.5, 10.1.2.3 et 10.2.2.2).

1.5.	Le	tableau	ci-dess	ous résu	me lesdite	es opérations :

Avoirs	Montant en ME (USD)	Cours	Montant en millions de CDF
I. Avoirs en MN			<u>678</u>
Compte courant en MN			678
II. Avoirs en ME (usd)	2 179 788,42		<u>3 647</u>
Compte courant en ME	216 440,72	1 672,95	362
Dépôts à terme	1 963 347,70		3 285
- RAWBANK	1 364 982,28	1 672,95	2 284
- EQUITY BANK	598 365,42	1 672,95	1 001
III. Prêts au personnel	<u>15 197 601,92</u>	1 672,95	<u>25 425</u>
Total			<u>29 749</u>

Il renseigne qu'au 31 décembre 2019, les fonds gérés par la Caisse de Retraite se chiffrent à CDF 29 749 millions. Ils se ventilent en CDF 29 071 millions des avoirs en monnaies étrangères et CDF 678 millions des avoirs en monnaie nationale.

Pour ce qui est des avoirs en monnaies étrangères de CDF 29 071 millions, soit l'équivalent de USD 17 377 390,34, ils se répartissent en USD 15 197 601,92 des prêts au personnel, USD 1 963 348 des dépôts à terme auprès de RAWBANK et EQUITY BANK et USD 216 440,72 des avoirs en compte courant.

2. Des immobilisations à construire dans le cadre du Crédit logement

- 2.1. Conformément aux critères découlant des choix exprimés par les agents, au terme des visites de sites et enquêtes organisées à cet effet, le Comité de Direction de la Caisse de Retraite a eu à affiner les besoins en logements soumis aux entreprises partenaires (propriétaires fonciers) et a proposé aux agents intéressés les offres ainsi reçues au regard de ces critères consistant, notamment en la proximité au centre-ville, à la facilité d'accès et à la soutenabilité.
- 2.2. En ce qui concerne le montage financier sous-tendant le Projet, il consiste en :
 - un emprunt de la Banque Centrale, auprès de la RAWBANK, sous forme de ligne de crédit remboursable sur 36 mois, moyennant un taux d'intérêt de **7,5% l'an**;
 - la conversion de cet emprunt en prêt octroyé aux agents retenus dans le cadre du projet, remboursable sur 240 mois.
- 2.3. Le montage juridique, quant à lui, consacre les logements à construire comme propriétés de la Banque Centrale et ce, jusqu'à l'apurement, par l'agent bénéficiaire, du montant total du crédit logement.
- 2.4. S'agissant du traitement comptable à réserver à ces logements, il importe d'approfondir la réflexion afin d'aboutir à la meilleure option.

ANNEXE 6 : Impact de la covid-19 sur la gestion de la BCC

- 1. La propagation accélérée de la pandémie de la covid-19 dans le monde a conduit au ralentissement des activités économiques. Avec son économie extravertie et dépendante du secteur minier, la République Démocratique du Congo en subit les effets néfastes.
- 2. La particularité pour la Banque Centrale du Congo à l'entame de l'exercice 2020 est que cette crise sanitaire est susceptible d'avoir un impact non négligeable sur le pilotage de sa gestion quotidienne.
- 3. En effet, la Loi des finances pour l'exercice budgétaire 2020, promulguée le 31 décembre 2019, et adoptée en équilibre, prévoyait des recettes et des dépenses de CDF 18 545 200 millions, en progression de 79 % par rapport à l'exercice précédent.
- 4. C'est sur cette base que la Banque Centrale a projeté ses chiffres de l'année 2020, dont les prévisions de recettes et dépenses sont fixées à CDF 523 876 millions.
- 5. Cependant, compte tenu de la conjoncture mondiale dictée par les effets de la covid-19, perceptible dès le premier mois de l'année 2020, les chiffres inscrits dans le budget de l'Etat étaient appelés à être revisités. C'est pourquoi le Plan de trésorerie du secteur public (PTRSP) pour l'exercice en cours a retenu, plutôt, des recettes de CDF 9 195 600 millions. Comparé à la Loi des finances, il s'observe une baisse de prévisions des recettes de l'Etat de 46%.
- 6. Face à la nouvelle donnée financière affichée par le Trésor Public, la Banque Centrale a été contrainte de revoir ses prétentions budgétaires de l'exercice 2020 et ce, d'autant plus que ce plan de trésorerie se veut être un outil de gestion et de pilotage de l'exécution du budget de l'Etat au regard des fluctuations de la conjoncture.
- 7. Pour se faire, certaines lignes de recettes liées à l'exécution du budget de l'Etat ont été corrigées et revues à la baisse, notamment les produits cambiaux et des opérations bancaires. De ce qui précède, la Banque devrait connaître un recul de ses recettes de CDF 65 303 millions, soit une diminution de 12 % des encaissements initiales. Les recettes de l'exercice 2020 se situeraient à CDF 458 573 millions contre CDF 523 876 millions adoptés par la Commission Budgétaire.

TABLE DES MATIÈRES

ETATS FINANCIERS	1
1.BILAN AU 31 DECEMBRE 2019 ET 2018	2
2. TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT	4
NOTES AUX COMPTES ANNUELS	5
1. LIMINAIRE	6
IERE PARTIE	8
CADRE JURIDIQUE ET RÈGLES D'ÉVALUATION COMPTABLE	8
1.CADRE JURIDIQUE	
STATUT JURIDIQUE	
CAPITAL SOCIAL DE LA BANQUE	8
OBJECTIFS ET MISSIONS LEGALES	8
ACTIVITES ET OPERATIONS AUTORISEES PAR LA LOIOPERATIONS NON AUTORISEES PAR LA LOI	
STRUCTURE D'ORGANISATION	9 10
REGIME FISCAL	10
RAPPORTS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS	10
2. RESUME DES PRINCIPALES DISPOSITIONS LEGALES, PRINCI	
COMPTABLES ET REGLES D'EVALUATION	
2.1. DISPOSITIONS LEGALES SUR LES ETATS FINANCIERS	
2.2. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES ET REGLES D'EVALUATION	11
II ^{EME} PARTIE	14
COMPTES DU BILAN ET HORS-BILAN	14
3.AVOIRS ET CREANCES EN OR ET MONNAIES ETRANGERES HO	RS
DTS	14
3.1. AVOIRS ET CREANCES EN MONNAIES ETRANGERES	14
4. AVOIRS ET CREANCES EN DTS	20
4.1. AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FONDS MONETAIRE INTERNATION	ONAL
20	
5. AVOIRS ET CREANCES EN MONNAIE NATIONALE	21
5.1. CONCOURS EN MONNAIE NATIONALE AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	21
5.2. TITRES EN MONNAIE NATIONALE	21
6.AUTRES ACTIFS	22
6.1. IMMOBILISATIONS NETTES	23
6.2. AVOIRS ET CREANCES DIVERS	
6.3. REGULARISATIONS ET SUSPENS D'ACTIF	
6.4. AUTRES ACTIFS DIVERS	
7. ENGAGEMENTS EN MN	
7.1. BILLETS EN CIRCULATION	
7.2. DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	
7.4. REPRISE DE LIQUIDITES	
8.ENGAGEMENTS EN OR ET MONNAIES ÉTRANGÈRES HORS DTS	

8.:	1. ENGAGEMENTS	EN MONNAIES ETRAN	GERES HORS DTS	41
9.E	NGAGEMENTS E	N DTS		45
9.: 9.:	2. ENGAGEMENTS	EN DTS ENVERS LES A	ONDS MONETAIRE INTE LUTRES INSTITUTIONS	FINANCIERES NON-
10.	AUTRES PASSI	FS		46
10	0.1 ENGAGEMENTS	DIVERS		47
			PASSIF	
			CHARGES	
			I DE CARRIERE	
12.	FONDS PROPRE	S		54
13.	RESULTAT DE L	'EXERCICE		54
14.	COMPTES HORS	6 BILAN		54
14	4.1. BILLETS ET MON	NNAIES		54
14	4.2. COMPTES D'ENG	SAGEMENTS	••••••	60
15.	STRUCTURE FII	NANCIÈRE DE LA	BCC	63
			MONNAIES ETRANGER	
			MONNAIE NATIONALE	
			LTAT	
1. 2.			OF)	
16.	MARGE D'EXPL	OITATION MONÉ	TAIRE : CDF 1 72	5 MILLIONS 67
17.	MARGE D'EXPL	OITATION BANC	AIRE : CDF 278 3	69 MILLIONS.68
17	7.1. COMMISSIONS	PERCUES : CDF 114 5	32 MILLIONS	69
17	7.2. INTERETS PERÇ	CUS: CDF 91 059 MILL	IONS	69
			BANCAIRES : CDF 119 4	
			BANCAIRE : CDF 17 25 MILLIONS	
			MILLIONS DNS	
17	7.7. CHARGES D'AUT	RES PRESTATIONS B	ANCAIRES : CDF 808 M	ILLIONS 70
			9 MILLIONS	
19.	RÉSULTAT BRU	T D'EXPLOITATI	ON:- CDF 13 71	O MILLIONS71
	_			
			TATION : CDF - 40	
	_		ORS-EXPLOITAT	
2	268 MILLIONS	•••••		72
	RÉSULTAT DE L 73	.A PÉRIODE À AF	FECTER : CDF 11	841 MILLIONS
LIS	TE DES ABREVI	ATIONS ET DES	SIGLES UTILISES	574

ANNEXES	75
ANNEXE 1 :	76
DETAIL DU COMPTE FOURNISSEURS ORDINAIRES ENTREPRISES PRIVEES EN MONNAIE NATIONALE	76
ANNEXE 2 :	
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	79
23.ECART DE CONVERSION	82
24.DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	82
25.REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	82
26.CORRECTION IMMOBILISATIONS	83
27.PRODUCTION IMMOBILISÉE (STOCKÉE)	83
28.VARIATION DES ACTIFS À COURT TERME	83
29.VARIATION DES PASSIFS À COURT TERME	83
30.REMBOURSEMENTS ENGAGEMENTS	83
31.ECART DE CONVERSION SUR LES ENGAGEMENTS EN DTS ET	
TITRES EN ME	84
ANNEXE 3 : TABLEAU DES PROVISIONS	85
ANNEXE 4: TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS	87
ANNEXE 5 : NOTE DE SYNTHESE SUR LA CAISSE DE RETRAITE	
ANNEXE 6: IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA GESTION DE LA BCC	92